

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 avril 2012

AUDITIONS

**relatives à l'étude (F)120131-CDC-1134
de la CREG concernant "le niveau
et l'évolution des prix de l'énergie"**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS
SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE
PAR
M. Bert WOLLANTS

SOMMAIRE

Page

I. Procédure	3
II. Exposé des orateurs	3
III. Échange de vues	26

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 april 2012

HOORZITTINGEN

**over de studie (F)120131-CDC-1134
van de CREG over "de hoogte
en de evolutie van de energieprijzen"**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS,
DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN,
DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **Bert WOLLANTS**

INHOUD

Blz.

I. Procedure	3
II. Uiteenzetting van de sprekers	3
III. Gedachtewisseling	26

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Liesbeth Van der Auwera

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Peter Dedecker, Peter Luykx, Karel Uyttersprot, Flor Van Noppen
PS	Isabelle Emmery, Julie Fernandez Fernandez, Olivier Henry, Karine Lalieux
MR	Katrin Jadin, Valérie Warzée-Caverenne
CD&V	Leen Dierick, Liesbeth Van der Auwera
sp.a	Ann Vanheste
Ecolo-Groen	Kristof Calvo
Open Vld	Willem-Frederik Schiltz
VB	Peter Logghe
cdH	Joseph George

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Minneke De Ridder, Zuhail Demir, Jan Van Esbroeck, Steven Vandeput, Bert Wollants
Colette Burgeon, Valérie Déom, Laurent Devin, Anthony Dufrane, Linda Musin
David Clarinval, Corinne De Permentier, Olivier Destrebecq
Jenne De Potter, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh
Caroline Gennez, Bruno Tobback
Meyrem Almaci, Ronny Balcaen
Mathias De Clercq, Frank Wilrycx
Hagen Goyvaerts, Barbara Pas
Christophe Bastin, Marie-Martine Schyns

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	Abréviations dans la numérotation des publications:	Afkortingen bij de nummering van de publicaties:
PS	:	Parti Socialiste	DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
MR	:	Mouvement Réformateur	QRVA:	Questions et Réponses écrites
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
sp.a	:	socialistische partij anders	CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	PLEN:	Séance plénière
VB	:	Vlaams Belang	COM:	Réunion de commission
cdH	:	centre démocrate Humaniste	MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones		
LDD	:	Lijst Dedecker		
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie		

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a entendu les représentants de la CREG, d'ENECO, de la FEBEG, de FEBELIEC et de Test-Achats au cours de sa réunion du mardi 20 mars 2012.

I. — PROCÉDURE

Conformément à l'article 32 du Règlement, il a été décidé de publier le rapport de ces auditions sous forme de document parlementaire. L'étude (F)120131-CDC-1134 de la CREG est disponible sur Internet sous le lien suivant: <http://www.creg.info/pdf/Etudes/F1134FR.pdf>.

II. — EXPOSÉS DES ORATEURS

A. CREG (M. Guido Camps, Directeur Contrôle Prix et Comptes)

La Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) a réalisé l'étude 1134 en réponse à la demande conjointe du 19 décembre 2011 du ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la mer du Nord, et du secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie, à la Mobilité et à la Réforme de l'État. Les décideurs politiques souhaitent un rapport étudiant le niveau et l'évolution des prix de l'énergie (tant pour l'électricité que le gaz naturel). Sur la base des constats, le gouvernement envisagera de prendre des mesures, le cas échéant, l'imposition de prix maximums aux fournisseurs en activité sur le marché belge de l'énergie.

L'étude considère les prix de l'énergie pour la période 2009-2011. Le point de départ de l'étude est déterminé par le choix des clients-types.

Pour le consommateur résidentiel, il s'agit d'un Dc pour l'électricité et d'un T2 pour le gaz. Pour le client professionnel, il s'agit respectivement d'un Ic1 et d'un T4. L'analyse est élaborée sur la base de ces profils. La situation des grands clients industriels, généralement raccordés au réseau d'Elia et de Fluxys, diverge tellement qu'il est préférable d'effectuer une analyse au cas par cas. Par cette distinction, la CREG souhaite indiquer d'emblée qu'il conviendra de tenir compte d'une nuance à la lecture de cette étude. Le prix pour l'utilisateur final n'existe pas.

L'utilisation de clients-types offre en outre l'avantage qu'il est possible d'effectuer une comparaison avec les pays voisins, dans un cadre de travail identique.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de vertegenwoordigers van CREG, Eneco, Febeg, Febeliec en Testaankoop gehoord tijdens haar vergadering van dinsdag 20 maart 2012.

I. — PROCEDURE

Overeenkomstig art. 32 van het Reglement werd besloten om het verslag van deze hoorzittingen op te nemen in een parlementair document. De studie (F)120131-CDC-1134 van de CREG is terug te vinden onder de volgende link: <http://www.creg.info/pdf/Studies/F1134NL.pdf>.

II. — UITEENZETTINGEN VAN DE SPREKERS

A. CREG (de heer Guido Camps, Directeur Prijzen)

De Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) heeft studie 1134 gemaakt als antwoord op de gezamenlijke vraag *d.d.* 19 december 2011 van de Minister van Economie, Consumentenzaken en de Noordzee, en de Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie, Mobiliteit en Staatshervorming. De beleidsmakers wensen een rapport dat de hoogte en de evolutie van de energieprijzen (zowel voor elektriciteit als aardgas) onderzoekt. Op basis van de bevindingen zal de regering overgaan tot het nemen van maatregelen, desgevallend het opleggen van maximumprijzen aan de leveranciers die operationeel zijn op de Belgische energiemarkt.

De studie beschouwt de energieprijzen voor de periode 2009-2011. Het uitgangspunt van de studie wordt bepaald door de keuze van de typeklanten.

Voor een residentiële verbruiker betreft het een Dc voor elektriciteit en een T2 voor gas. Voor een professionele afnemer respectievelijk een Ic1 en een T4. Op basis van die profielen wordt de analyse gemaakt. De situatie van de grote industriële klanten, meestal aangesloten op het net van Elia en Fluxys, is zodanig divers dat best een analyse geval per geval wordt gemaakt. Met dit onderscheid wenst de CREG meteen aan te geven dat de nodige nuancering aan de dag moet gelegd worden wanneer de conclusies van deze studie worden gelezen. Dé prijs voor dé eindverbruiker bestaat niet.

Het gebruik van typeklanten heeft verder als voordeel dat een vergelijking met de buurlanden, binnen éénzelfde werkkader, kan plaatsvinden. Onder buurlanden

Par pays voisins, on entend dans cette étude les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Les études de *Frontier Economics*, réalisées à la demande du Conseil général de la CREG et validées par les régulateurs dans les pays voisins, constituent pour ce faire une base solide.

La présente étude examine aussi les différentes composantes qui déterminent la facture totale finale. Une distinction est établie entre les composantes énergie (*commodity*), transport, distribution et enfin, prélèvements, surcharges et taxes.

Le *prix total* (toutes les composantes ensemble) que le consommateur résidentiel (client-type Dc) paie pour son électricité est nettement supérieur au prix payé aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en France. Les prix élevés en Belgique s'expliquent par trois composantes: la *commodity*, les tarifs de réseau de distribution et les nombreux prélèvements et surcharges.

Le prix que le consommateur résidentiel en Belgique paie pour l'électricité (*commodity*) est environ 9 EUR/MWh (31,5 EUR/an) supérieur à celui des Pays-Bas et de l'Allemagne. C'est un constat surprenant étant donné que les prix SPOT sur le *day ahead market* (DAM) présentent une tendance convergente quand on compare le marché belge aux Pays-Bas, à l'Allemagne et à la France. Pour ce qui concerne le marché SPOT (court terme, *day ahead*) ces pays sont liés ensemble via le système du *Central Western European Market Coupling*. Les futures (marché à long terme, *quarter ahead, year ahead*) présentent également une grande convergence. Autrement dit, le prix auquel les fournisseurs doivent s'approvisionner sur le marché de gros n'est pas substantiellement différent de celui des pays voisins. Toutefois, le prix final acquitté par le consommateur résidentiel pour le *commodity* en Belgique est substantiellement supérieur.

Autre constat significatif, le prix de l'énergie (*commodity*) payé par le client professionnel (client Ic1) réalise un bon score par rapport aux marchés internationaux, celui-ci n'étant inférieur qu'en France. Cela pourrait signifier que les fournisseurs en Belgique réalisent surtout leurs marges sur le segment résidentiel. Le prix total payé par un client Ic1 est, comme celui d'un consommateur résidentiel, le deuxième plus élevé, seule l'Allemagne fait moins bien, ceci étant la conséquence de la part importante des surcharges en Allemagne.

En ce qui concerne les prix du gaz, la CREG constate qu'un consommateur résidentiel (client-type T2) ne paie un prix final supérieur qu'aux Pays-Bas. Ceci est la conséquence d'une très forte taxation prélevée sur le gaz naturel aux Pays-Bas. Celle-ci représente près

wordt in deze studie Nederland, Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië verstaan. De studies van *Frontier Economics*, die werden gemaakt in opdracht van de Algemene Raad van de CREG en werden gevalideerd door de regulatoren in de buurlanden, vormen hiervoor een sterke basis.

Voorliggende studie bekijkt ook de verschillende componenten die de uiteindelijke totaalfactuur bepalen. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de componenten energie (*commodity*), transmissie, distributie en ten slotte, heffingen, toeslagen en belastingen.

De *totaalprijs* (alle componenten samengeteld) die de residentiële verbruiker (typeklant Dc) betaalt voor zijn elektriciteit is veel hoger dan de prijs die in Nederland, Groot-Brittannië en Frankrijk wordt betaald, enkel Duitsland scoorde slechter. De hoge prijzen in België worden verklaard door drie componenten: de *commodity*, de distributienettarieven en de vele toeslagen en heffingen.

De prijs die in België door de residentiële verbruiker voor elektriciteit (*commodity*) wordt betaald, is ongeveer 9 EUR/MWh (31,5 EUR/jaar) hoger dan die in Nederland en Duitsland. Dit is een verrassende conclusie aangezien de spotprijzen op de *day ahead market* (DAM) een convergerende trend vertonen wanneer de Belgische markt vergeleken wordt met Nederland, Duitsland en Frankrijk. Deze landen zijn voor wat betreft de spotmarkt (korte termijn, *day ahead*) met elkaar verbonden via het systeem van de *Central Western European Market Coupling*. Ook de *futures* (langetermijnmarkt, *quarter ahead, year ahead*) vertonen een grote convergentie. Anders gesteld, de prijs waaraan de leveranciers zich dienen te bevoorraden op de groothandelsmarkt is niet substantieel verschillend in vergelijking met de buurlanden. Echter, de eindprijs voor de *commodity* ligt voor de residentiële verbruiker in België wel substantieel hoger.

Een opvallende vaststelling is verder dat de energieprijis (*commodity*) die de professionele afnemer betaalt (Ic1-klant) goed scoort in de internationale vergelijking; enkel Frankrijk is goedkoper. Dit zou er kunnen op wijzen dat de leveranciers in België vooral hun marges realiseren op het residentiële segment. De totaalprijs die een Ic1-klant betaalt, is net zoals die van een residentiële verbruiker de tweede hoogste, enkel Duitsland scoort minder goed, dit als gevolg van het grote aandeel aan heffingen in Duitsland.

Voor wat de gasprijzen betreft, stelt de CREG vast dat een residentiële verbruiker (typeklant T2) enkel in Nederland een hogere eindprijs betaalt. Dit is het gevolg van een heel zware belasting die op aardgas wordt geheven in Nederland. Deze maakt bijna 45 % uit van

de 45 % du prix total pour le consommateur résidentiel. On constate encore une fois que le *commodity* (la molécule) est payée plus cher en Belgique que dans les pays voisins.

La différence avec l'électricité est en outre que le prix de la *commodity* pour le gaz naturel en Belgique pèse très lourdement dans la facture totale du consommateur résidentiel (>50 % de la facture totale) et du consommateur professionnel (> 80 % de la facture totale). Ceci peut être lié à des paramètres d'indexation, en rapport avec le prix du pétrole brut, qui ne sont plus pertinents et dont la CREG recommande fortement de cesser de les utiliser. C'est possible, comme pour l'électricité, dans le cadre de la régulation du filet de sécurité. Les nouveaux acteurs sur le marché s'avèrent rentables, avec la réalisation de marges similaires, et pourtant avec des prix finaux inférieurs pour le consommateur.

Un élément peu clair dans le prix de l'énergie, tant pour le gaz que l'électricité, est le concept de redevance fixe. En outre, la grande diversité de paramètres utilisés dans les différentes formules tarifaires des fournisseurs, et surtout leur représentativité, requiert également une attention particulière. La CREG, et la CREG seule, doit par conséquent être compétente pour le contrôle des formules tarifaires qui sont proposées par les fournisseurs aux clients raccordés au réseau basse tension et au réseau basse pression. La CREG propose par conséquent de bloquer les prix de ces clients durant 9 mois jusqu'à ce qu'elle ait pu étudier toutes les formules tarifaires et donner son approbation. Après ces 9 mois, la CREG reste compétente pour suivre cette matière et intervenir, sur base de paramètres objectifs, si elle le juge nécessaire (régulation du filet de sécurité).

Une autre initiative qui se profile à la fin de la chaîne d'approvisionnement est le phénomène des achats groupés. En s'organisant, les utilisateurs finaux peuvent négocier un meilleur prix auprès du fournisseur. Ce dernier consent alors un effort parce qu'une seule offre lui permet de contracter un grand groupe de nouveaux clients. Les achats groupés doivent par conséquent être encouragés. C'est possible en imposant le support de la procédure comme obligation de service public aux gestionnaires de réseau.

Une différence avec les pays voisins se situe au niveau de la composante tarifs de réseau de distribution (y compris les obligations de service public (OSP)) et des surcharges et prélèvements. Il convient de signaler ici que les obligations de service public comportent des différences entre les régions, étant donné que ces OSP dépendent de la politique énergétique régionale. Ainsi, on peut constater que les tarifs de réseau de distribu-

de totaalsprijs voor de residentiële verbruiker. Er wordt opnieuw vastgesteld dat de *commodity* (de molecule) in België duurder wordt betaald dan in de buurlanden.

Een verschil met elektriciteit is daarenboven dat de prijs van de *commodity* voor aardgas in België heel zwaar doorweegt in de totaalfactuur van de residentiële verbruiker (>50 % van de totaalfactuur) en de professionele verbruiker (> 80 % van de totaalfactuur). Dit kan te maken hebben met het gebruik van indexatieparameters, gelinkt met de prijs van aardolie, die niet meer relevant zijn en waarvan de CREG sterk aanbeveelt om het gebruik ervan stop te zetten. Dit kan, net zoals voor elektriciteit, in het kader van de vangnetregulering. Nieuwe spelers op de markt bewijzen rendabel te zijn, met de realisatie van gelijkwaardige marges, en toch lagere eindprijzen aan de consument.

Een onduidelijk element in die energieprijzen, zowel bij gas als elektriciteit, is het concept van de vaste vergoeding. Verder vereist ook de te grote verscheidenheid aan gebruikte parameters, en vooral de representativiteit ervan, in de verschillende prijsformules van de leveranciers de aandacht. De CREG, en alleen de CREG, dient daarom bevoegd te zijn voor het controleren van de prijsformules die door de leveranciers worden aangeboden aan de klanten die aangesloten zijn op het laagspanningsnet en het lagedruknet. De CREG stelt daarom voor om de prijzen aan deze klanten gedurende 9 maanden te blokkeren totdat de CREG alle prijsformules heeft kunnen onderzoeken en zijn goedkeuring heeft gegeven. Na deze 9 maanden blijft de CREG bevoegd om deze materie verder op te volgen en in te grijpen, op basis van objectieve parameters, waar zij dat nodig acht (vangnetregulering).

Een ander initiatief dat zich afspeelt aan het einde van de *supply chain* is het fenomeen van de groepsaankopen. Door zich te organiseren kunnen eindverbruikers een goedkopere prijs bij de leverancier bedingen. Deze doet dan een inspanning omdat hij met één offerte een grote groep nieuwe klanten aan zich kan binden. Groepsaankopen dienen dan ook te worden ondersteund. Dat kan door de ondersteuning van het proces als openbare dienstverplichting aan de netbeheerders op te leggen.

Een verschil met de buurlanden situeert zich bij de component distributienettarieven (met inbegrip van de openbare dienstverplichtingen (ODV's)) en de toeslagen en heffingen. Hierbij dient vermeld te worden dat de openbare dienstverplichtingen verschillen vertonen tussen de verschillende gewesten, vermits deze ODV's afhankelijk zijn van het regionale energiebeleid. Zo kan vastgesteld worden dat de distributienettarieven

tion en Flandre sont de loin les plus élevés (suivant le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) retenu et le moment dans le temps, 35 à 45 % de la facture totale (y compris la TVA)). Ceci est notamment la conséquence du mécanisme de support des installations PV. Sur le plan des surcharges et prélèvements, il y a également beaucoup de possibilités d'amélioration. De nombreuses mesures sociales et écologiques sont financées via la facture finale du consommateur (notamment via la composante cotisation fédérale).

Ainsi, la cotisation fédérale en termes absolus a été doublée sur la période 2009-2011. Le système est en passe d'être remis en considération. Le coût notamment pour la compensation des fournisseurs pour la fourniture aux allocataires sociaux explose. Le système possède plusieurs effets pervers et est très généreux en comparaison de la France et de la Grande-Bretagne. L'allocation en Belgique (2011) est de 157 euros/an pour l'électricité et 376 euros/an pour le gaz. En France, elle est de 95 euros/an (électricité) et 20 à 142 euros/an (gaz).

Pour que la CREG puisse diminuer réellement les tarifs des réseaux de distribution, certaines orientations relatives à la méthodologie tarifaire doivent être supprimées des dispositions légales. Ces orientations défendent beaucoup plus les intérêts des gestionnaires de réseau de distribution (GRD), et de leurs actionnaires, que ceux des consommateurs. Si cela se fait, cela pourra avoir un impact de 113 millions d'euros sur la marge équitable (électricité et gaz ensemble). La CREG pourrait en outre élaborer et implémenter des méthodes de *benchmarking* fondées qui, dans la pratique, peuvent déboucher sur une réduction des coûts annuels et une réduction tarifaire de 3 %. En outre, les soldes transférables positifs constitués sur les coûts gérables devraient être affectés aux utilisateurs du réseau et pas comme bénéfice supplémentaire pour les actionnaires. Pour 2009 et 2010 additionnés, ceci peut avoir un impact de 128 millions d'euros.

Toutefois, les problèmes sur le marché de l'énergie belge ne se situent pas seulement en fin de chaîne d'approvisionnement, mais surtout au début. La rentabilité et l'avenir incertain des unités nucléaires amorties impliquent que toute forme de concurrence sur ce segment est pratiquement inexistante. L'impact retardateur de l'attente de décision en la matière, quelle qu'elle soit, peut être à peine sous-estimé. Les marges importantes générées par ces centrales sont réalisées principalement dans le chef de l'opérateur historique, à savoir la SA Electrabel. L'incertitude quant à la prolongation ou non de la durée de vie de ces unités nucléaires, et la possible continuation dans le temps des marges en question, font que les investisseurs potentiels préfèrent

in Vlaanderen veruit de hoogste zijn (afhankelijk van de weerhouden distributienetbeheerder (DNB) en het moment in de tijd, 35 % à 45 % van de totale factuur (incl. BTW)). Dit is onder andere een gevolg van het ondersteuningsmechanisme voor PV-installaties. In het domein van de toeslagen en heffingen is ook nog heel wat ruimte tot verbetering. Tal van sociale en ecologische maatregelen worden (via de component federale bijdrage) afgewimpeld op en gefinancierd via de eindfactuur van de verbruiker.

Zo is de federale bijdrage in absolute termen over de periode 2009-2011 verdubbeld. Het systeem is aan een heroverweging toe. De kost voor onder andere de compensatie van de leveranciers voor de levering aan sociaal gerechtigden neemt explosief toe. Het huidige systeem heeft meerdere perverse effecten en is in vergelijking met Frankrijk en Groot-Brittannië heel genereus. De tegemoetkoming in België voor elektriciteit (2011) is 157 euro/jaar, voor gas 376 euro/jaar. In Frankrijk is dat respectievelijk 95 euro/jaar (elektriciteit) en 20 tot 142 euro/jaar (gas).

Opdat de CREG daadwerkelijk de distributienettarieven zou kunnen verlagen, dienen bepaalde richtsnoeren met betrekking tot de tariefmethodologie uit de wettelijke bepalingen verwijderd te worden. Deze richtsnoeren verdedigen veeleer de belangen van de distributienetbeheerders (DNB's), en hun aandeelhouders, dan die van de consumenten. Indien dit gebeurt, kan dit een impact hebben van 113 miljoen euro op de billijke marge (elektriciteit en gas samen). De CREG zou daarenboven gefundeerde *benchmarking* methodes kunnen uitwerken en toepassen die in de praktijk kunnen leiden tot een jaarlijkse kostenreductie en tariefreductie van 3 %. Daarenboven zouden de opgebouwde positieve over te dragen saldi op de beheersbare kosten toegekend moeten worden aan de netgebruikers en niet als een bijkomende winst aan de aandeelhouders. Voor 2009 en 2010 samen kan dit een impact hebben van EUR 128 miljoen.

Echter, de problemen op de Belgische energiemarkt situeren zich niet enkel aan het einde van de *supply chain* maar des te meer aan het begin. De rentabiliteit en de onzekere toekomst van de afgeschreven nucleaire eenheden impliceren dat elke vorm van concurrentie op dat segment bijna onbestaande is. De afremmende impact van het uitblijven van een beslissing terzake, welke het ook zij, kan amper onderschat worden. De grote marges die deze centrales genereren, worden voornamelijk in hoofde van de historische operator, met name Electrabel NV, gerealiseerd. De onzekerheid omtrent het al dan niet verlengen van de levensduur van deze nucleaire eenheden, en de mogelijke bestendiging van de zonet bedoelde marges in de tijd, zorgen ervoor

déployer leurs activités dans d'autres pays, plutôt qu'en Belgique. À terme, ceci ne fera qu'augmenter la pertinence de la problématique de la sécurité de l'approvisionnement.

À la base de cette marge, calculée par la CREG pour 2007 à 1,7 milliard d'euros (estimée pour 2009 à 1,8 milliard d'euros, et à 1,7 milliard d'euros annuellement au cours de 2010 et 2011), se trouvent quatre éléments; les amortissements accélérés à l'époque du marché régulé, la libéralisation du marché de l'électricité (et la fixation des prix inhérente), la loi du 21 janvier 2003 portant sur l'interdiction de mise en service de nouvelles centrales nucléaires (moratoire nucléaire) et enfin l'implémentation du mécanisme d'échange de quota de CO₂. Il est donc absolument nécessaire que le gouvernement prenne une décision, fixe le cadre législatif et intervienne concernant cette marge, car le consommateur a financé dans le passé les amortissements accélérés par le paiement d'un prix élevé dans l'optique de prix plus bas dans le futur. La contribution de répartition prédéfinie de 550 millions d'euros pour l'année 2012, en cohésion avec une mesure temporaire pour mettre une partie de la capacité nucléaire à disposition du marché, est une étape dans la bonne direction. Toutefois, son développement et sa réalisation dans la pratique sont essentiels pour la création de règles du jeu équitables sur le segment de production. En outre, une telle mesure doit être maintenue et renforcée dans le temps pour bénéficier d'un effet réel.

La dissociation des activités de production et de fourniture est une autre possibilité pour disposer d'une vision des marges réalisées au sein d'entreprises intégrées verticalement et augmenter sensiblement la concurrence. S'il s'avère que ni une taxe nucléaire supérieure ni une division des activités de production et de fourniture ne sont possibles, il n'y aura pas de concurrence sur le marché belge de la production.

La politique de support des énergies renouvelables exige d'être encore affinée et diversifiée. À côté du prix fournisseur, la facture finale du client indique une cotisation pour les énergies renouvelables (ER) et la cogénération. Le coût qui est imputé pour cela par le fournisseur n'est pas en conformité avec le coût réel que celui-ci doit supporter. C'est une conséquence d'un dysfonctionnement du marché en matière de certificats. Le fournisseur refacture plus souvent le montant de l'amende que le coût réel. Les activités fortement subsidiées doivent être refacturées au prix de revient au consommateur final.

Un deuxième point d'attention est le fait que les consommateurs qui produisent leur propre énergie (p. ex.: le producteur-consommateur d'une installation

dat potentiële investeerders liever in andere landen hun activiteiten ontplooiën, eerder dan in België. Dit zal op termijn de problematiek van de bevoorradingszekerheid alleen maar pertinenter maken.

Aan de basis van deze marge, door de CREG voor 2007 berekend op 1,7 miljard euro (voor 2009 ingeschat op 1,8 miljard euro, 2010-2011 jaarlijks 1,7 miljard euro), liggen vier elementen; de versnelde afschrijvingen ten tijde van de gereguleerde markt, de liberalisering van de elektriciteitsmarkt (en de prijsvorming die daarmee gepaard gaat), de wet van 21 januari 2003 betreffende het verbod op indienststelling van nieuwe kerncentrales (nucleair moratorium) en tenslotte de instelling van het mechanisme van uitwisseling van CO₂-quota. Het is dan ook absoluut noodzakelijk dat de overheid een beslissing neemt, een wetgevend kader vastlegt dat duidelijkheid schept en ingrijpt in deze marge want de consument heeft in het verleden de versnelde afschrijvingen gefinancierd door het betalen van een te hoge prijs met het oog op lagere prijzen in de toekomst. De vooropgestelde repartitiebijdrage van 550 miljoen euro voor het jaar 2012, in samenhang met een tijdelijke maatregel om een deel van de nucleaire capaciteit ter beschikking van de markt te stellen, is een stap in de goede richting. Echter, de uitwerking en realisatie ervan in de praktijk zijn essentieel voor de creatie van een *level playing field* op het productiesegment. Daarenboven dient dergelijke maatregel bestendig en versterkt te worden in de tijd om werkelijk een effect te krijgen.

De ontvlechting van de productie- en leveranciersactiviteiten is een andere mogelijkheid om een zicht te krijgen op de marges die binnen verticaal geïntegreerde bedrijven worden gemaakt en kan de concurrentie gevoelig verhogen. Indien noch een hogere nucleaire taks noch een splitsing van de productie- en leveranciersactiviteit mogelijk blijkt, zal er geen concurrentie op de Belgische productiemarkt komen.

Het ondersteuningsbeleid voor hernieuwbare energie vereist verdere verfijning en diversifiëring. Naast de leveranciersprijs vermeldt de eindfactuur aan de klant een bijdrage voor hernieuwbare energie (HE) en warmtekrachtkoppeling (WKK). De kost die hiervoor door de leverancier wordt aangerekend, is niet in overeenstemming met de werkelijke kost die deze moet dragen. Dit is een gevolg van de gebrekkige marktwerking inzake certificaten. De leverancier rekent veeleer de boeteprijs door dan de werkelijke kost. Activiteiten die zwaar gesubsidieerd worden dienen aan kostprijs doorgerekend te worden aan de eindconsument.

Een tweede aandachtspunt is het feit dat de consumenten die zelf energie produceren (vb.: de producent-consument met een PV-installatie) en ook gebruik

PV) et qui utilisent également le réseau, ne contribuent pas aux frais réels. Pour continuer de garantir le caractère abordable du système à l'avenir, une répartition correcte des coûts doit être liée au soutien des ER. Dans ce cadre, la CREG souhaite attirer l'attention sur les redevances conséquentes payées par les producteurs pour le droit de superficie. Enfin, le soutien des parcs éoliens offshore a des répercussions dans les tarifs des réseaux de transport d'Elia. Étant donné les autres développements sur ce plan, le coût de ce soutien va fortement augmenter à l'avenir et par conséquent aussi ces tarifs de réseau. Une possibilité pour contrer ceci consiste à utiliser la contribution nucléaire pour financer ce coût.

L'essence des recommandations de la CREG est reprise dans l'aperçu ci-après.

Recommandations de la CREG

Électricité

1. L'avantage de coût substantiel dans le chef des producteurs nucléaires doit disparaître si l'on souhaite créer des règles du jeu équitables sur le segment de production. La contribution nucléaire doit par conséquent être portée à 1,2 milliard d'euros pour 2012 et à l'avenir le système doit être maintenu et renforcé jusqu'à ce que la concurrence soit possible.

2. Le soutien des énergies renouvelables doit être affiné, et différencié, de sorte que les projets exécutés reçoivent une redevance correcte de manière à en réaliser un nombre maximum.

Gaz

3. La CREG plaide pour des contrats de gaz naturel qui seraient basés sur des paramètres liés au gaz naturel proprement dit et plus couplés aux prix (et à l'évolution) du pétrole brut.

Régulation du filet de sécurité

4. La CREG, et la CREG seule, doit être compétente pour le contrôle des formules tarifaires qui sont proposées par les fournisseurs aux clients raccordés au réseau basse tension et au réseau basse pression. La CREG propose par conséquent de bloquer les prix de ces clients durant 9 mois jusqu'à ce qu'elle ait pu étudier toutes les formules tarifaires et donner son approbation. Après ces 9 mois, la CREG reste compétente pour suivre

making van het net niet bijdragen tot de werkelijke kosten. Om de betaalbaarheid van het systeem te kunnen blijven garanderen in de toekomst moet er een correcte verdeling van de kosten verbonden aan de ondersteuning van HE komen. Hierbij wenst de CREG ook te wijzen op de grote vergoedingen die de producenten voor opstalrecht betalen. Ten slotte, de ondersteuning van de offshore windparken vindt zijn repercucie in de transmissienettarieven van Elia. Gezien de verdere ontwikkelingen op dit vlak zal de kost voor deze ondersteuning in de toekomst sterk toenemen, en bijgevolg dus ook deze nettarieven. Een mogelijkheid om dit tegen te gaan, bestaat erin om de nucleaire bijdrage te gebruiken om deze kost te financieren.

De essentie van de aanbevelingen die de CREG voorstelt, is opgenomen in het volgend overzicht.

Aanbevelingen CREG

Elektriciteit

1. Het substantiële kostenvoordeel in hoofde van de nucleaire producenten dient te verdwijnen indien men een *level playing field* wenst te creëren op het productiesegment. De nucleaire bijdrage dient daarom opgetrokken te worden tot 1,2 miljard euro voor 2012 en in de verdere toekomst dient het systeem bestendig en versterkt te worden tot concurrentie mogelijk is.

2. De ondersteuning aan hernieuwbare energie dient verfijnd, en gedifferentieerd, te worden zodat de uitgevoerde projecten een correcte vergoeding ontvangen opdat zoveel mogelijk projecten worden gerealiseerd.

Gas

3. De CREG pleit ervoor dat aardgascontracten gebaseerd zouden worden op parameters die een link hebben met aardgas en die niet langer gekoppeld zijn aan de prijzen (en evolutie) van de aardolie.

Vangnetregulering

4. De CREG, en alleen de CREG, dient bevoegd te zijn voor het controleren van de prijsformules die door de leveranciers worden aangeboden aan de klanten die aangesloten zijn op het laagspanningsnet en het laagedruknet. De CREG stelt daarom voor om de prijzen aan deze klanten gedurende 9 maanden te blokkeren totdat de CREG alle prijsformules heeft kunnen onderzoeken en zijn goedkeuring heeft gegeven. Na deze 9 maanden

cette matière et intervenir, sur base de paramètres objectifs, si elle le juge nécessaire.

Tarifs des réseaux de distribution

5. Les tarifs des réseaux de distribution sont un poste de coût important dans la facture totale de l'utilisateur final. Pour l'électricité, il s'agit même du poste le plus important qui représente entre 35 et 45 % de la facture. La CREG recommande par conséquent de supprimer les orientations relatives à la méthodologie tarifaire des dispositions légales et de donner à la CREG la possibilité d'intervenir de manière effective dans cette matière. Pour ce faire, la CREG peut s'appuyer sur des méthodes d'analyse comparative qui peuvent signifier une réduction des coûts et, par conséquent, une réduction des tarifs.

Cotisation fédérale

6. La cotisation fédérale en termes absolus a été doublée sur la période 2009-2011. Le système est en passe d'être remis en considération. Le coût notamment pour la compensation des fournisseurs pour la fourniture aux allocataires sociaux explose. Le système possède plusieurs effets pervers et est très généreux en comparaison de la France et de la Grande-Bretagne. L'intervention en Belgique (2011) est de 157 euros/an pour l'électricité et 376 euros/an pour le gaz. En France, elle est de 95 euros/an (électricité) et 20 à 142 euros/an (gaz).

B. FEBEG (M. Jan Herremans, directeur général)

Lors de cette audition, la FEBEG souhaite réagir, d'une part sur les conclusions de l'étude de la CREG relative au niveau des prix de l'électricité et du gaz en Belgique en comparaison avec les pays limitrophes ainsi que d'autre part, sur les mesures recommandées par la CREG et décidées par le gouvernement fédéral en matière de contrôle des prix.

Comparaison des prix Belgique – pays limitrophes

Il ressort à juste titre de l'étude de la CREG du 31 janvier 2012 que le niveau élevé des prix en Belgique est essentiellement dû aux tarifs de distribution et aux prélèvements (taxes, TVA) élevés. La composante énergie, qui ne représente en moyenne que 40 % de la facture d'électricité dans notre pays, a beaucoup moins augmenté que le prix des autres composantes.

blijft de CREG bevoegd om deze materie verder op te volgen en in te grijpen, op basis van objectieve parameters, waar zij dat nodig acht.

Distributienettarieven

5. De distributienettarieven zijn een belangrijke kostencomponent in de totaalfactuur van de eindverbruiker. Voor elektriciteit gaat het hier zelfs over de belangrijkste component die tussen de 35 % à 45 % van de factuur uitmaakt. De CREG beveelt daarom aan om bepaalde richtsnoeren met betrekking tot de tariefmethodologie uit de wettelijke bepalingen te verwijderen en de CREG de mogelijkheid te geven om effectief in te grijpen in deze materie. Daartoe kan de CREG terugvallen op benchmarkmethododes die een kostenreductie en, bijgevolg, een tariefreductie kunnen betekenen.

Federale bijdrage

6. De federale bijdrage is in absolute termen over de periode 2009-2011 verdubbeld. Het systeem is aan een heroverweging toe. De kost voor onder andere de compensatie van de leveranciers voor de levering aan sociaal gerechtigden neemt explosief toe. Het huidige systeem heeft meerdere perverse effecten en is in vergelijking met Frankrijk en Groot-Brittannië heel genereus. De tegemoetkoming in België (2011) voor elektriciteit is 157 euro/jaar, voor gas 376 euro/jaar. In Frankrijk is dat respectievelijk 95 euro/jaar (elektriciteit) en 20 tot 142 euro/jaar (gas).

B. FEBEG (de heer Jan Herremans, directeur-generaal)

Tijdens deze hoorzitting wenst FEBEG enerzijds te reageren op de conclusies van de CREG-studie m.b.t. de hoogte van de prijzen van elektriciteit en gas in België in vergelijking met de ons omringende landen en anderzijds op de maatregelen die door de CREG worden aanbevolen en door de federale regering beslist zijn om de prijzen te controleren.

Prijsvergelijking België – buurlanden

Uit de studie van de CREG van 31 januari 2012 blijkt terecht dat het hoge prijsniveau in België voornamelijk veroorzaakt wordt door de hoge distributienettarieven en belastingen (taksen, btw). De energiecomponent, die gemiddeld slechts 40 % van elektriciteitsfactuur uitmaakt in ons land, is beduidend minder gestegen dan de prijs van de overige componenten.

Une précédente étude de la CREG (du 22 septembre 2011) indique en effet, que sur la période de janvier 2007 à juillet 2011, la facture d'électricité d'un client résidentiel en Flandre a augmenté de 47 %, dont une augmentation de seulement 15 % de la composante énergétique, alors que les coûts de distribution ont augmenté de près de 96,06 %. En Wallonie, ces coûts ont augmenté de 32,18 % et à Bruxelles de 44,36 %.

En outre, dans sa comparaison du prix de l'énergie en Belgique avec celui d'autres pays, l'étude de la CREG ne tient pas compte d'une série d'éléments spécifiques à notre pays, notamment:

- le soutien des énergies renouvelables, qui doit être imputé dans ce prix (contrairement à la plupart des autres pays, où ce soutien est financé par les moyens généraux);

- les obligations de service public très poussées, le large filet social ainsi que la protection du consommateur en difficulté de paiement (par exemple, la longueur des procédures en cas de défaut de paiement, allant de minimum trois mois à bien plus d'un an, ce qui peut considérablement aggraver l'endettement);

- la part importante que représentent les compteurs bi-horaires en Belgique (44 %) par rapport à nos voisins. Si l'on tenait compte de cet élément, le prix de la composante énergie serait de 5 à 6 % moins élevé pour un ménage moyen dans notre pays;

- le risque financier que représentent les factures irrécouvrables, qui comportent une grande part de frais de transport et de distribution, mais aussi certaines taxes et certains prélèvements (cotisation sur l'énergie, etc.) qui restent à charge des fournisseurs.

Les prix devraient par ailleurs être comparés pendant une période suffisamment longue (plutôt que de se limiter à un seul mois bien déterminé – novembre 2010), car le choix de la période est souvent déterminant pour les résultats du comparatif. L'étude de la CREG ne tient compte que des prix les plus élevés des fournisseurs détenant la plus grande part de marché, alors qu'il faut tenir compte d'un éventail plus large de produits offerts sur le marché belge de l'électricité et du gaz.

Enfin, la complexité du secteur de l'énergie dans notre pays (notamment en raison de la répartition des compétences en matière de dossiers énergétiques) entraîne des charges et des frais administratifs supplémentaires pour le fournisseur d'énergie, qui doit respecter les différentes réglementations.

Een eerdere studie van de CREG (van 22 september 2011) toonde trouwens al dat over de periode januari 2007 tot en met juli 2011 de totale elektriciteitsfactuur voor een huishoudelijke klant in Vlaanderen met 47 % steeg, maar dat de energieprijzen gemiddeld slechts met 15 % steeg, terwijl de distributiekosten er met maar liefst 96,06 % zijn gestegen. In Wallonië verhoogden deze kosten met 32,18 % en in Brussel met 44,36 %.

Daarenboven wordt bij de vergelijking van de prijs van de energie in België met die van andere landen in de CREG-studie geen rekening gehouden met een aantal specifieke Belgische elementen, zoals onder meer:

- de ondersteuning van de hernieuwbare energie die in deze prijs moet worden verrekend (i.t.t. de meeste andere landen waar deze ondersteuning via de algemene middelen wordt gefinancierd);

- de verregaande openbare dienstverplichtingen, het uitgebreid sociaal vangnet en de bescherming van de consument met betalingsmoeilijkheden (bijvoorbeeld de lange procedures bij wanbetaling die oplopen van een minimum van 3 maanden tot ruim meer dan 1 jaar waardoor de schuldopbouw fors kan oplopen);

- het grote aandeel van de tweevoudige uurtarief-tellers in België (44 %) i.t.t. onze buurlanden. Als men met dit element rekening houdt, zou de prijs van de energiecomponent voor een gemiddeld gezin in ons land 5 à 6 % lager liggen;

- het financieel risico als gevolg van de oninbare facturen die een groot aandeel transport- en distributiekosten, maar ook bepaalde taksen en heffingen (bijdrage op energie,...) bevatten die ten laste blijven van de leveranciers.

Daarenboven zouden de prijzen over een voldoende lange periode moeten worden vergeleken (i.p.v. zich te beperken tot één welbepaalde maand – november 2010) omdat de keuze van de beschouwde periode dikwijls bepalend is voor de resultaten van de prijsvergelijking. De CREG studie houdt enkel rekening met de hoogste prijzen van de leveranciers met het hoogste marktaandeel, terwijl er moet rekening worden gehouden met de brede waaier aan producten die op de Belgische elektriciteits- en gasmarkt worden aangeboden. .

Tenslotte veroorzaakt ook de complexiteit van de energiesector in ons land (onder meer door de bevoegdheidsverdeling inzake de energiedossiers) extra administratieve kosten en lasten ten laste van de energieleverancier die zich aan de verschillende regelgevingen moet houden.

Si l'on tient compte de ces différents éléments, les prix du gaz et de l'électricité se situent à un niveau comparable à celui de nos voisins.

Réaction sur la régulation des prix proposée

Dans ses recommandations, la CREG propose “de bloquer les prix des clients (raccordés au réseau basse tension et au réseau basse pression) durant 9 mois jusqu'à ce qu'elle ait pu étudier toutes les formules tarifaires et donner son approbation. Après ces 9 mois, la CREG reste compétente pour suivre cette matière et intervenir, sur la base de paramètres objectifs, si elle le juge nécessaire”.

Avec les mesures approuvées par le gouvernement la semaine dernière, gelant provisoirement les possibilités d'indexation en vue de permettre l'établissement dans l'intervalle, d'une liste des critères autorisés pour les paramètres d'indexation, le gouvernement suit largement cette recommandation du régulateur fédéral. Avec cette nouvelle réglementation, il souhaite offrir une protection adéquate aux consommateurs résidentiels et aux PME leur permettant d'être approvisionnés à des prix raisonnables, transparents et non discriminatoires.

Pour les raisons exposées ci-dessous, la FEBEG souhaite souligner que ces mesures:

- sont démesurées, disproportionnées et discriminatoires;
- ont des conséquences perverses;
- manquent leur objectif;
- nuisent à la nécessité d'un cadre juridique stable et d'une vision à long terme;
- sont clairement en contradiction avec les règles établies par la Cour européenne de Justice concernant la régulation autorisée en matière de prix.

1. Les mesures sont démesurées, disproportionnées et discriminatoires:

— la régulation des prix (appelé filet de sécurité) définie dans la loi du 8 janvier 2012 n'a pas encore pu prouver son fonctionnement à ce jour. Or de nouvelles mesures drastiques ont déjà été prises;

— les mesures gouvernementales interviennent de manière drastique sur la composante énergie — la seule composante sur laquelle une concurrence est possible — tandis que les autres éléments de prix sont stabilisés, alors que, comme l'a montré la CREG, ceux-ci sont davantage responsables de l'évolution des prix de ces dernières années;

Indien met deze verschillende elementen rekening wordt gehouden, bevinden de gas- en elektriciteitsprijzen zich op een niveau dat vergelijkbaar is dat vergelijkbaar is met dat van onze buurlanden.

Reactie op de voorgestelde prijzenregulering

In haar aanbevelingen stelt de CREG voor om “de prijzen aan de klanten (aangesloten op laagspanningsnet en het lagedruknet) gedurende 9 maanden te blokkeren totdat de CREG alle prijsformules heeft kunnen onderzoeken en zijn goedkeuring heeft kunnen geven. Na deze 9 maanden blijft de CREG bevoegd om deze materie verder op te volgen en in te grijpen, op basis van objectieve parameters, waar zij dat nodig acht”.

Met de maatregelen die de Regering vorige week heeft goedgekeurd waardoor de indexeringsmogelijkheid tijdelijk wordt bevroren, om in tussentijd een lijst op te stellen van toegelaten criteria van indexatieparameters, volgt de regering in ruime mate deze aanbeveling van de federale regulator. Zij wil met deze nieuwe regelgeving een adequate bescherming bieden aan huishoudelijke afnemers en kmo's om te worden bevoorrad aan redelijke, transparante en niet-discriminatoire prijzen.

Om de hierna uiteengezette redenen wil FEBEG benadrukken dat deze maatregelen:

- onevenredig, disproportioneel en discriminerend zijn;
- perverse gevolgen hebben;
- hun doel voorbijschieten;
- de nood aan een stabiel rechtzeker kader en lange termijnvisie miskennen;
- manifest in strijd zijn met de regels die het Europees Hof van Justitie heeft vastgelegd inzake toegelaten prijsregulering.

1. De maatregelen zijn onevenredig, disproportioneel en discriminerend:

— de prijsregulering (het zgn. vangnet) voorzien in de wet van 8 januari 2012 heeft tot op vandaag zijn werking nog niet kunnen bewijzen. Toch worden er al nieuwe drastische maatregelen genomen;

— met de regeringsmaatregelen wordt op drastische wijze ingegrepen op de component energie — de enige component waarop concurrentie mogelijk is —, terwijl de overige prijselementen gestabiliseerd worden, terwijl zij, zoals de CREG zelf heeft aangetoond, veel meer verantwoordelijk zijn voor de prijsevolutie van de laatste jaren;

— alors que la CREG et le gouvernement ont principalement attribué les hausses de prix aux formules d'indexation basées sur les prix internationaux du pétrole, le gel des prix n'est pas limité produits utilisant une telle indexation: le gel est en effet d'application sur l'indexation de tous les produits variables de tous les fournisseurs, y compris les produits sans paramètres pétrole;

— aucune mesure n'est prise pour limiter la hausse de prix d'autres vecteurs énergétiques (p.ex. le mazout), alors que cette dernière est beaucoup plus élevée que celle du gaz et de l'électricité;

— le gel des prix est également discriminatoire au niveau des conséquences négatives qu'il provoque pour les fournisseurs. Cette forme de régulation des prix affectera sérieusement, en premier lieu, les plus petits acteurs et challengers sur le marché.

— toute une série de mécanismes sont déjà prévus actuellement dans la législation belge permettant de contrôler les prix de l'énergie, ainsi que les conditions que les contrats de gaz et d'électricité doivent respecter. Notamment:

- la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de relance économique, qui prévoit une réglementation claire et stricte en ce qui concerne le mécanisme d'indexation (notamment en fonction de la structure des coûts réelle et pertinente);

- la loi du 8 juin 2008 qui attribue à la CREG de larges compétences en matière de monitoring "afin d'évaluer le rapport objectif entre les coûts et les prix";

- la loi du 8 janvier 2012 modifiant la loi Électricité et Gaz, qui prévoit un contrôle *ex post* par la CREG de l'indexation trimestrielle et un contrôle *ex ante* par le régulateur des augmentations des prix énergétiques variables qui ne résultent pas d'une décision de l'autorité compétente, du régulateur, du gestionnaire de réseau ou ne résultant pas de l'application des formules d'indexation prévues dans les formules tarifaires.

Pour toutes ces raisons, la FEBEG estime que l'instauration de cette régulation est disproportionnée et discriminatoire.

En outre, ces nouvelles mesures engendreront une sur-régulation extrême du marché libéralisé, qui permettra en réalité au régulateur d'influencer la politique de prix et d'approvisionnement de chaque entreprise individuelle.

— terwijl de CREG en de regering de prijsstijgingen voornamelijk aan indexeringsformules gebaseerd op de internationale aardolieprijzen toeschrijven, is de bevrozing niet daartoe beperkt: zij is van toepassing op de indexering van alle variabele producten van alle leveranciers, inclusief producten zonder aardolieparameters;

— er worden geen maatregelen genomen om de prijsstijging te beperken van andere energiedragers (bijv. huisbrandolie) die veel hoger is dan die van gas en zeker elektriciteit;

— de prijsbevrozing werkt ook discriminerend in de nadelige gevolgen die zij veroorzaakt voor de leveranciers. Deze vorm van prijsregulering zal in de eerste plaats de kleine spelers en challengers op de markt harder treffen.

— vandaag zijn er reeds allerlei mechanismen aanwezig in de Belgische wetgeving die toelaten om de energieprijzen te controleren en waar de elektriciteits- en gasleveringscontracten moeten aan voldoen. Onder meer:

- de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen, die voorziet in een duidelijke en strenge regelgeving met betrekking tot het indexeringsmechanisme (o.m. in functie van de reële, relevante kostenstructuur);

- de wet van 8 juni 2008 die de CREG ruime monitoringbevoegdheden toekent "om de objectieve verhouding tussen de kosten en de prijzen te beoordelen";

- de wet van 8 januari 2012 tot wijziging van de Elektriciteits- en Gaswet die voorziet in een maximale indexering van 4 keer per jaar, in een *ex post* controle door de CREG van deze indexering en in een *ex ante* controle door de regulator van de stijging van de variabele energieprijzen die niet het gevolg is van een beslissing van de bevoegde overheid, regulator, netbeheerder of van de toepassing van de indexeringsformules voorzien in de bestaande tariefformules.

Om al deze redenen is volgens FEBEG de invoering van deze regulering disproportioneel en discriminerend.

Overigens zullen deze nieuwe maatregelen leiden tot een verregaande overregulering van de vrijgemaakte markt die er *de facto* op neer zal komen dat de regulator het prijs- en bevoorradersbeleid van elke individuele onderneming zal aansturen.

2. Les mesures ont des conséquences perverses telles que la restriction de la libre concurrence:

— ces mesures entraveront l'évolution vers un marché de l'électricité et du gaz plus compétitif et plus opérationnel, et sont donc en totale contradiction avec les objectifs du troisième Paquet Énergie;

— l'interdiction d'adaptation des prix de l'électricité et du gaz sur la base de l'évolution des prix pétroliers, ignore le fait que la majorité des contrats d'approvisionnement à long terme du gaz naturel contiennent des mécanismes d'indexation des prix basés sur les prix pétroliers et engendre de risques de vente à perte. Les règles générales en vigueur relatives au gel des prix ne prévoient pas que ce gel peut être levé dans des situations individuelles de vente à perte;

— ces mesures exigent en outre des dépenses supplémentaires, une surcharge administrative supplémentaire, etc. qui seront particulièrement lourdes pour les plus petits acteurs.

Face à ces mesures drastiques, de nouveaux acteurs ne seront plus incités à s'installer sur le marché belge et le risque existe également que des opérateurs existants — principalement les plus petits opérateurs et les challengers — soient contraints de revoir leurs activités de fourniture. De plus, de telles mesures entraînent une détérioration du climat d'investissement en Belgique avec un impact négatif sur la concurrence, la sécurité d'approvisionnement et les prix.

Les mesures sont donc non seulement discriminatoires et disproportionnées, mais constituent également une entrave à la libre concurrence et à l'accès au marché belge de l'énergie.

3. Les mesures n'atteignent pas leur objectif:

Tenant compte de la part restreinte des prix du gaz et de l'électricité dans le panier de l'indice des prix à la consommation (5,73 % du budget des ménages et même 2,3 % si l'on considère uniquement la composante énergie), l'impact d'un blocage des prix sur l'inflation est négligeable.

De nombreux acteurs du marché sont, au niveau de leur politique d'achat, soumis à la volatilité des prix sur les marchés internationaux de l'énergie, sur lesquels les fournisseurs belges sont indubitablement tributaires des prix. *En raison du gel des prix, les fournisseurs devront couvrir le risque d'une augmentation des prix d'achat, ce qui alourdit les coûts et peut pousser les prix à la hausse.*

2. De maatregelen hebben perverse gevolgen zoals beknotting van de vrije concurrentie:

— deze maatregelen zullen de evolutie naar een meer competitieve en werkbare gas- en elektriciteitsmarkt belemmeren en zijn dus totaal in tegenspraak met de doelstellingen van het Derde Energiepakket;

— het verbod tot aanpassing van de gas- en elektriciteitsprijzen op basis van de evolutie van de olieprijs gaat voorbij aan de werkelijkheid dat de meerderheid van de bestaande lange termijn aankoopcontracten voor aardgas indexeringsmechanismen bevatten die voor een belangrijk deel gebaseerd zijn op de olieprijs en zal tot gevolg hebben dat de marges negatief kunnen worden. De algemeen geldende bevrotingsregeling voorziet trouwens niet dat in individuele situaties van verkoop met verlies ad hoc de bevroting kan worden opgeheven;

— daarenboven vergen deze maatregelen bijkomende uitgaven, een bijkomende administratieve rompslomp, ... die vooral voor de kleinere spelers zeer ingrijpend zijn.

Door deze drastische maatregelen zullen nieuwe spelers niet langer geneigd zijn toe te treden tot de Belgische markt en bestaat eveneens het risico dat bestaande marktspelers — vooral de kleinere leveranciers en de challengers — genooddakt zullen zijn om hun leveringsactiviteit te herzien. Daarenboven leiden dergelijke maatregelen tot een verslechtering van het investeringsklimaat in België met een negatieve impact op de concurrentie, de bevoorradingszekerheid en de prijzen tot gevolg.

De maatregelen zijn dus niet alleen discriminerend en disproportioneel, maar vormen eveneens een belemmering van de vrije concurrentie en van de toetreding tot de Belgische energiemarkt

3. De maatregelen schieten hun doel voorbij:

rekening houdend met het beperkte aandeel van de gas- en elektriciteitsprijzen in de indexkorf (5,73 % van het gezinsbudget en enkel de component energie zelf slechts 2,3 %) is de impact van een prijsblokkering op de inflatie te verwaarlozen.

Vele marktspelers zijn in hun aankoopbeleid onderhevig aan volatiele prijzen op de internationale energiemarkten waarop de Belgische leveranciers ontegensprekelijk prijsnemers zijn. *Door de bevroting van de prijzen zullen de leveranciers het risico van stijgende aankoopsprijzen moeten indekken, hetgeen kostenverhogend werkt en tot hogere prijzen kan leiden.*

Si l'on restreint la liberté d'utiliser des paramètres vis-à-vis du client final, on crée un risque financier additionnel supplémentaire, ce qui aura un impact négatif sur les prix pour le consommateur final.

Au lieu d'améliorer le fonctionnement du marché et d'en faciliter l'accès pour de nouveaux acteurs, ces mesures (comme déjà indiqué ci-dessus) rendront donc le marché énergétique belge moins attrayant pour les différents acteurs du marché. En d'autres termes, ces mesures vont porter atteinte à la concurrence sur le marché belge plutôt que de promouvoir la dynamique du marché. En outre, l'incidence du blocage des prix sera négligeable et les prix risquent d'augmenter en raison des risques supplémentaires que devront couvrir les fournisseurs. C'est pourquoi ces mesures n'atteindront pas l'objectif qui leur est assigné.

4. Conclusion: la réglementation concernant le filet de sécurité, telle qu'elle est modifiée, est discriminatoire, disproportionnée, entrave la libre concurrence et n'atteint pas son objectif.

La FEBEG insiste depuis des années sur la nécessité d'un cadre légal et réglementaire stable, juridiquement sûr et cohérent en vue de promouvoir les investissements dans de nouvelles capacités de production et la concurrence sur le marché du gaz et de l'électricité.

Au lieu d'en améliorer le fonctionnement et d'en faciliter l'accès aux nouveaux acteurs, ces mesures drastiques rendront le marché énergétique belge encore moins attractif et entraîneront de ce fait un fléchissement de la concurrence.

Le risque financier assumé par les fournisseurs augmentera encore, ce qui aura un impact négatif sur les prix énergétiques facturés aux consommateurs.

Les mesures proposées sont en outre manifestement contraires aux règles fixées par la Cour européenne de Justice en matière de contrôle autorisé des prix.

C. ENECO BELGIQUE BV (M. Christophe Degrez directeur général)

Marché énergétique belge: Eneco collabore avec les autorités belges en vue d'un approvisionnement énergétique durable.

En tant que fournisseur-producteur d'énergie durable, Eneco s'est fixé pour objectif d'assurer un approvisionnement en énergie fiable et propre à un prix abordable. Nous visons, avec nos clients, la production locale et rentable d'énergie durable. Mais nous voulons égale-

Indien de vrijheid van gebruik van parameters naar de finale klant toe wordt beperkt, zal dit aanleiding geven tot een additioneel financieel risico met een negatieve impact op de prijzen voor de eindverbruiker als gevolg.

In plaats van de marktwerking te verbeteren en de markt meer toegankelijk te maken voor nieuwe marktspelers, zullen deze maatregelen (zoals hierboven reeds geciteerd) de Belgische energiemarkt dus nog minder aantrekkelijk maken voor de verschillende marktpartijen. M.a.w. zal de concurrentie op de Belgische markt hierdoor worden aangetast in plaats van de dynamiek van de markt te bevorderen. Bovendien zal de impact van de prijsblokkering verwaarloosbaar zijn en zullen de prijzen, door de bijkomende risico-indekking bij de leveranciers, mogelijks stijgen. Daarom schieten deze maatregelen dus hun beoogde doel voorbij.

4. Besluit: de gewijzigde vangnetregulering is discriminerend, disproportioneel, belemmert de vrije concurrentie en schiet haar doel voorbij

FEBEG dringt al jaren aan op de nood voor een stabiel, rechtszeker en coherent wettelijk en regulatorisch kader om de investeringen in nieuwe productiecapaciteit en de concurrentie op de gas- en elektriciteitsmarkt te bevorderen.

In plaats van de marktwerking te verbeteren en de markt meer toegankelijk te maken voor nieuwe marktspelers, zullen deze drastische maatregelen de Belgische energiemarkt nog minder aantrekkelijk maken waardoor de concurrentie zal afnemen.

Het financiële risico voor de leveranciers zal nog toenemen met een negatieve impact op de energieprijzen voor de gebruikers als gevolg.

Bovendien zijn de voorgestelde maatregelen manifest in strijd met de regels die het Europese Hof van Justitie heeft vastgelegd inzake toegelaten prijscontrole.

C. ENECO BELGIE BV (de heer Christophe Degrez, algemeen directeur)

Belgische energiemarkt: Eneco werkt samen met de Belgische overheid aan een duurzame energievoorziening.

Eneco wil als duurzame energieleverancier en producent zorgen voor betrouwbare, schone en betaalbare energie. Samen met onze klanten willen we lokaal en rendabel duurzame energie opwekken. Maar we willen hen ook helpen om het onnodige energieverbruik te

ment aider notre clientèle à réduire la consommation énergétique inutile. Notre stratégie — de l'énergie durable pour tous — ne peut être mise en œuvre qu'en collaboration avec la société, c'est-à-dire les pouvoirs publics, les citoyens et les entreprises.

Eneco croit en la libéralisation du marché énergétique. Nous constatons toutefois que le marché n'est pas encore parfait à tous les égards. À l'heure actuelle, la production d'énergie renouvelable n'est malheureusement pas toujours rentable. Tant que les centrales classiques et la production d'énergie renouvelable ne seront pas sur un pied d'égalité, les pouvoirs publics devront prendre des mesures incitatives.

En matière de formation des prix sur le marché de l'énergie, l'internationalisation s'accroît. Il n'en demeure pas moins que les marchés de détail, où l'énergie est fournie aux consommateurs et aux utilisateurs professionnels, ont toujours un caractère national prédominant. Tant que le marché belge sera dominé par un seul acteur, l'autorité devra redoubler de vigilance. Une structure de marché différenciée accueillant de nombreux acteurs garantira des tarifs et des services compétitifs.

Eneco ne croit pas au gel de formules tarifaires variables pour améliorer le fonctionnement du marché. En outre, en touchant directement les challengers, comme Eneco Belgique, cette mesure peut avoir l'effet inverse de l'effet recherché.

Eneco Belgique partage l'objectif des autorités belges qui est de garantir une sécurité d'approvisionnement maximale dans un marché de l'énergie compétitif pratiquant des tarifs abordables pour tous les clients. À cette fin, il s'impose de prendre des mesures à différents niveaux, comme indiqué ci-après.

1. Pour un approvisionnement énergétique durable, raisonnez selon le point de vue du client

Faciliter la production décentralisée d'énergie

La production et le stockage d'énergie se décentralisent de plus en plus. En l'espace de dix ans, l'Allemagne a, par exemple, développé une capacité solaire de plus de 17 000 MW. L'énergie éolienne progresse, elle aussi, de manière constante. On s'attend à ce que cette tendance se poursuive.

Eneco croit au rôle de ces technologies dans le cadre de la sécurité d'approvisionnement. Eneco est convaincu que des partenariats stratégiques entre les fournisseurs d'énergie et les clients assureront un approvisionnement énergétique durable.

verminderen. Onze strategie, duurzame energie voor iedereen, kan alleen gerealiseerd worden in samenwerking met de samenleving: met de overheid, met burgers en met bedrijven.

Eneco gelooft in de vrijgemaakte energiemarkt, maar dat neemt niet weg dat we ook constateren dat de markt nog niet perfect is op alle punten. Helaas is het nog niet altijd rendabel om hernieuwbare energie op te wekken. Zolang er een ongelijk speelveld is tussen klassieke centrales enerzijds en opwekking van hernieuwbare energie anderzijds, moet de overheid stimulerende maatregelen nemen.

Wat prijsvorming op de energiemarkt betreft, neemt de internationalisering toe. Dat neemt niet weg dat de retailmarkten, waar energie wordt geleverd aan consumenten en zakelijke gebruikers, nog een overwegend nationaal karakter hebben. Zolang de Belgische markt nog wordt gedomineerd door één speler, moet de overheid extra waakzaam zijn. Een diverse marktstructuur met veel spelers zal competitieve tarieven en dienstverlening garanderen.

Eneco gelooft niet in het bevriezen van variabele tariefformules om een betere marktwerking te realiseren. Bovendien raakt deze maatregel de challengers, zoals Eneco België, direct en daardoor kan de maatregel het omgekeerde bereiken van wat hij beoogt.

Eneco België deelt het doel van de Belgische overheid om een maximale leveringszekerheid in een competitieve energiemarkt met betaalbare tarieven te garanderen voor alle klanten. Om dit te realiseren zijn er maatregelen nodig op verschillende vlakken, die we hieronder zullen toelichten.

1. Redeneer voor een duurzame energievoorziening vanuit de klant

Faciliteer decentrale opwekking van energie

Productie en opslag van energie vindt in toenemende mate decentraal plaats. Duitsland heeft bijvoorbeeld in 10 jaar tijd ruim 17 000 MW aan zoncapaciteit geplaatst. Ook windenergie is aan gestage opmars bezig. Deze trend zal zich naar verwachting voortzetten.

Eneco gelooft in de rol van deze technologieën op het vlak van de bevoorradingszekerheid. Eneco is ervan overtuigd dat strategische partnerships tussen energieleveranciers en klanten een duurzame energievoorziening tot stand zullen brengen. Daarbij

La participation des citoyens est essentielle à cet égard. Elle est caractérisée par le partage de la propriété, des intérêts et de l'écosystème avec les acteurs du marché. Dans ces conditions, les citoyens et les entreprises réduisent leur dépendance vis-à-vis des variations de prix internationales.

Les réseaux de distribution jouent un rôle essentiel dans la mise en place de cet approvisionnement énergétique décentralisé. Les gestionnaires de réseau doivent solidariser le coût le plus optimalement possible. En soi, une rationalisation des gestionnaires de réseau entraînera déjà des économies d'échelle et, au minimum, une solidarisation.

En outre, il reste important d'offrir la sécurité juridique nécessaire en ce qui concerne le soutien de l'électricité verte. Quand la technologie parviendra à maturité au regard du marché, le niveau de l'aide pourra diminuer. Eneco est convaincu que toute forme d'aide (à toute forme de technologie) ne peut être, par définition, que temporaire. Eneco déplore que des imprécisions subsistent, tant en Flandre qu'en Wallonie, à propos des projets de réforme du système d'aide.

Faciliter les économies d'énergie

Les économies d'énergie peuvent entraîner d'importantes baisses des factures énergétiques tout en améliorant le confort. Cependant, en Belgique, la politique relative à l'efficacité énergétique est très morcelée et peu ambitieuse. Outre qu'ils doivent avoir plus d'ambition, les différents intervenants, en particulier publics (indépendamment du niveau de compétence) et les régulateurs, doivent délivrer un message intégré, transparent et identique en matière d'efficacité énergétique. Ce message peut par exemple être diffusé au cours de larges campagnes, éventuellement dans le cadre d'une campagne faïtière visant à attirer l'attention des consommateurs sur les avantages qu'entraîne le changement de fournisseur d'énergie.

À plus long terme, il pourrait être envisagé d'encourager les fournisseurs à offrir un produit grâce auquel les clients pourraient profiter de prix de gros plus bas, par exemple d'un tarif et d'un rabais en période de pointe critique (*critical peak pricing* et *critical peak rebate*). Des études indiquent que l'on peut ainsi réaliser des économies d'énergie allant jusque 16 % de la consommation, ce qui réduit la facture.

Veiller à ce que la priorité soit donnée aux alternatives de chauffage propres

D'importantes économies peuvent être réalisées en optant pour une chaudière à gaz HR plutôt que

staat de participatie van de burgers centraal. Dit wordt gekenmerkt door gedeeld eigenaarschap, gedeelde belangen en gedeeld ecosysteem met marktpartijen. Op die manier worden burgers en bedrijven minder afhankelijk van internationale prijsschommelingen.

Distributienetten spelen een cruciale rol om deze decentrale energievoorziening mogelijk te maken. Netbeheerders dienen de kost zo optimaal mogelijk te solidariseren. Een rationalisering van de distributienetbeheerders zal op zich al schaalvoordelen en minstens een solidarisering teweeg brengen.

Daarnaast blijft het belangrijk om de nodige rechtszekerheid te bieden met betrekking tot de ondersteuning van groene stroom. Als de technologie marktrijp wordt, kan het steunniveau naar beneden. Eneco is ervan overtuigd dat elke ondersteuning (voor elke technologie) per definitie niet anders dan tijdelijk kan zijn. Eneco betreurt dat zowel in Vlaanderen als in Wallonië onduidelijkheid blijft bestaan over de geplande herziening van het ondersteuningssysteem.

Faciliteer energiebesparing

Energiebesparing kan leiden tot substantiële verlagingen van de energierekening, terwijl het comfort verhoogd wordt. Toch is het beleid in België omtrent energie-efficiëntie erg versnipperd en weinig ambitieus. Naast meer ambitie, moeten de verschillende actoren, in het bijzonder de verschillende overheden (ongeacht het bevoegdheidsniveau) en reguletoeren, een geïntegreerde, transparante en identieke boodschap brengen omtrent energie-efficiëntie. Die boodschap kan uitgedragen worden in bijvoorbeeld een breed opgezette campagne, eventueel als onderdeel van een overkoepelende campagne om consumenten te wijzen op de voordelen van switchen van energieleverancier.

Op langere termijn kan eraan gedacht worden leveranciers aan te moedigen een product aan te bieden waarmee klanten mee kunnen profiteren van lagere *wholesale* prijzen, zoals *critical peak pricing* and *critical peak rebate*. Uit studies blijkt dat hiermee tot 16 % bespaard kan worden op het energieverbruik, wat resulteert in een lagere factuur.

Zorg dat schone alternatieven voor verwarming voorrang krijgen

Door te kiezen voor een HR-gasketel in plaats van voor een stookolieketel kan flink bespaard worden op

pour une chaudière à mazout, tant en matière d'émissions de CO₂ (-35 %) qu'en matière de consommation d'énergie (-10 %). Le gouvernement fédéral pourrait utiliser la contribution de 12 millions d'euros apportée par le secteur pétrolier en 2006 à la réduction sur la facture de mazout afin d'aider les propriétaires d'une vieille chaudière à mazout à remplacer cette dernière par la chaudière à gaz la plus efficace disponible sur le marché. L'idéal serait qu'il se concentre alors sur les bas revenus.

2. Favoriser l'effet du marché à l'avantage du client

Encourager le changement de fournisseur auprès des clients

Des études indiquent que les consommateurs ne font pas suffisamment usage du choix offert par le marché libéralisé. Or, en changeant de contrat et, mieux encore, de fournisseur, ils peuvent réaliser d'importantes économies. Il importe que les clients continuent à comparer les prix. À l'étranger, on observe que les changements sont plus nombreux chez les clients qui ont déjà changé de fournisseur.

Concernant le changement de fournisseur, une communication intégrée, transparente et identique de la part des pouvoirs publics et des régulateurs est nécessaire. Il convient également que le ton soit positif et que cette communication fasse la promotion des comparateurs de prix indépendants. À l'heure actuelle, les régulateurs se montrent très prudents dans leurs déclarations (en ligne) à propos du changement de fournisseur.

Il ne suffit pas de communiquer. Des mesures spécifiques sont nécessaires pour toucher le grand groupe des clients dormants. C'est pourquoi Eneco propose d'obliger les fournisseurs qui occupent une position dominante sur le marché à communiquer chaque année les offres de leurs concurrents, à une date précise, à leurs clients abonnés depuis 5 ans. Cette opération devrait avoir lieu sous une forme comparable, transparente et objective. Le régulateur pourrait en établir le format et les conditions. Il convient de prendre en compte, à cette fin, outre le prix, la qualité du service et l'empreinte écologique du produit.

La décision d'interdire les indemnités de rupture peut accroître la liquidité du marché. Eneco espère dès lors que cette mesure entrera en vigueur le plus tôt possible.

Un excès de complexité ne peut réduire à néant le choix présent sur le marché. Les comparateurs de prix

zowel CO₂-uitstoot (-35 %) als energieverbruik (-10 %). De federale regering zou de 12 miljoen EUR die de stookoliesector in 2006 bijdroeg aan de korting op de stookoliefactuur kunnen gebruiken om mensen met een oude stookolieketel te helpen over te schakelen naar de meest efficiënte gasketel die op de markt te vinden is. Daarbij focust ze best op mensen met een laag inkomen.

2. Bevorder de marktwerking ten voordele van de klant

Stimuleer switch bij klanten

Uit onderzoek blijkt dat consumenten te weinig gebruik maken van de keuze op de vrijgemaakte markt. Nochtans door van contract en, nog beter, van leverancier te switchen, kunnen consumenten substantieel besparen. Het is belangrijk dat klanten blijven vergelijken. In de buurlanden zien we dat het switchgedrag groter is bij die klanten die ooit van leverancier veranderd zijn.

Omtrent switchen is een geïntegreerde, transparante en identieke communicatie vanuit overheden en regulatoren noodzakelijk. Hierbij hoort ook een positieve toonzetting, evenals het promoten van onafhankelijke prijsvergelijkers. Op dit moment tonen de regulatoren zich in hun uitingen (*online*) erg voorzichtig ten aanzien van switchen.

Communicatie is niet voldoende. Er zijn specifieke maatregelen nodig om met name de grote groep slapende klanten te bereiken. Daarom stelt Eneco voor om leveranciers met een dominante marktpositie te verplichten om jaarlijks, op een vast tijdstip aan hun klanten, die al 5 jaar aaneengesloten klant zijn, de aanbiedingen van hun concurrenten te bezorgen. Dit zou dan moeten gebeuren op een vergelijkbare, transparante en objectieve wijze. De regulator zou daar het formaat en de voorwaarden kunnen vastleggen. Daarbij moet niet alleen rekening gehouden worden met prijs, maar ook met kwaliteit van de dienstverlening en de ecologische voetafdruk van een product.

De beslissing om verbrekingsvergoedingen te verbieden kan de liquiditeit van de markt verhogen. Eneco hoopt dan ook dat deze maatregel zo snel mogelijk van kracht wordt.

De keuze op de markt mag niet teniet gedaan worden door teveel complexiteit. Prijsvergelijkers moeten zo

doivent effectuer une comparaison aussi précise que possible. En particulier, les produits fixes et variables doivent être comparés de manière objective. À l'égard des comparateurs de prix commerciaux proposés par les fournisseurs sur leurs sites internet, un encadrement peut s'avérer utile. Il en va de même pour la prolifération de réductions qui complique la comparaison des produits pour le consommateur.

Il faut faciliter les paramètres transparents sans porter atteinte à la liberté tarifaire

Sur le marché de gros, le prix du gaz reste assez stable, alors que le prix final pour le consommateur final a, quant à lui, augmenté. La raison principale de ce phénomène n'est pas un mauvais fonctionnement ou une illiquidité du marché du gaz, mais surtout l'indexation du pétrole dans les contrats d'achat et de vente des fournisseurs (en particulier traditionnels). Eneco s'attend à ce que les contrats indexés en fonction du prix du pétrole soient, après un certain temps, indexés en fonction du prix du gaz. Les marchés de gros européens sont suffisamment efficaces. Les écarts de prix réduits entre les différents marchés de gros du gaz au Royaume Uni, aux Pays-Bas, en Belgique, en France et en Allemagne sont indicatifs à cet égard.

Intervenir davantage sur le marché du gaz en ce moment, comme le propose l'étude de la CREG, n'aurait pas une influence positive sur le développement d'un marché compétitif. Nous préférons que les modifications du marché proposées (comme le remplacement des tarifs MTSR, l'introduction du nouveau modèle de marché, ...) soient réalisées avec succès. En la matière également, la transparence du marché est essentielle.

Un gel entraîne une réduction du choix et une augmentation du prix pour le client

Le gel des formules tarifaires variables proposé par le gouvernement implique un risque de prix significatif à court terme. Les clients sont protégés contre les augmentations de prix, mais ils peuvent bénéficier de réductions de prix au détriment des fournisseurs. On peut en outre s'attendre à ce que cette réduction des possibilités de choix entraîne une baisse de la volonté de changement chez les clients.

Pour Eneco, il faut également que les paramètres utilisés dans les formules tarifaires soient dictés par le marché, objectifs et transparents. Une initiative politique doit néanmoins préserver la liberté tarifaire. La législation sur le gaz et l'électricité prévoit actuellement qu'il doit exister un rapport objectif entre les prix et les coûts, et accorde un pouvoir de contrôle à la CREG. En d'autres termes, le cadre légal actuel permet au

accrètement possible de comparer. En particulier, les produits fixes et variables doivent être comparés de manière objective. À l'égard des comparateurs de prix commerciaux proposés par les fournisseurs sur leurs sites internet, un encadrement peut s'avérer utile. Il en va de même pour la prolifération de réductions qui complique la comparaison des produits pour le consommateur.

Facilitez transparentes paramètres, mais laissez la liberté tarifaire intacte

Op de groothandelsmarkt blijven de gasprijen vrij stabiel, terwijl de eindprijzen voor de eindverbruikers wel zijn gestegen. De belangrijkste oorzaak daarvan is niet een slecht werkende of illiquide gasmarkt, maar vooral de olie-indexatie in de in- en verkoopcontracten van (in het bijzonder de traditionele) leveranciers. Eneco verwacht dat oliegeïndexeerde contracten na verloop van tijd aangepast worden naar gasgeïndexeerde contracten. De Europese groothandelsmarkten zijn voldoende efficiënt. Indicatief zijn de kleine prijsverschillen tussen de verschillende groothandelsmarkten voor gas in de UK, Nederland, België, Frankrijk en Duitsland.

Op dit moment verder ingrijpen in de gasmarkt, zoals voorgesteld in de studie van de CREG, zou geen positieve invloed hebben op de ontwikkeling van een competitieve markt. Liever zien we de vooropgestelde wijzigingen in de markt (zoals vervanging van MTSR-tarieven, de introductie van het nieuwe marktmodel, ...) succesvol doorgevoerd. Ook hier is markttransparantie essentieel.

Bevriezing leidt tot minder keuze en een hogere prijs voor de klant

De bevriezing van de variabele tariefformules die de regering voorstelt impliceert een significant prijsrisico op korte termijn. Klanten zijn beschermd tegen opwaartse prijsstijgingen maar kunnen wel neerwaartse prijsaanpassingen genieten ten koste van de leveranciers. Daarnaast is de verwachting dat deze beperkte keuzemogelijkheid leidt tot een kleinere switchintentie bij klanten.

Eneco steunt de zorg dat de gebruikte parameters in tariefformules marktgedreven, objectief en transparant moeten zijn. Een beleidsinitiatief moet echter de tariefvrijheid in tact laten. De Elektriciteits- en Gaswet bepalen vandaag dat de prijzen in een objectieve verhouding moeten staan tot de kosten, met een controlebevoegdheid voor de CREG. Met andere woorden, het bestaande wettelijke kader laat toe dat de regulator op een

régulateur d'intervenir au cas par cas sur le marché des fournisseurs. Eneco émet de sérieux doutes quant à la validité juridique des mesures envisagées, des mesures qui sont superflues à la lumière de la législation actuelle sur le gaz et l'électricité.

3. Il faut privilégier l'amélioration du marché de l'électricité

Il faut faciliter le commerce de l'électricité dans toutes les plages horaires utilisées, minimiser les coûts liés à des pertes de réseau et garantir la valeur des certificats verts

La liaison aux marchés au comptant a permis une convergence des prix au comptant au niveau international. Cette liquidité accrue doit être également réalisée sur le marché à long terme en couplant les marchés là aussi. Parallèlement, EdF Luminus et GdF-Suez pourraient être désignés en tant que teneurs de marché en leur imposant une obligation de cotation. Depuis plusieurs dizaines d'années, cette mesure est appliquée avec succès sur les marchés financiers.

En Belgique, les coûts des déséquilibres sont encore toujours significativement plus élevés qu'aux Pays-Bas (1 euro/MWh contre 0,50 euro/MWh). Cette disparité est notamment liée aux caractéristiques du bouquet énergétique. En misant davantage sur une capacité durable, il est possible de comprimer ces coûts. Quant aux coûts engendrés par des pertes de réseau, on peut les réduire par une meilleure organisation du commerce de gros.

Tant en Wallonie qu'en Flandre, le marché des certificats verts s'inscrit sur le très long terme. Les pouvoirs publics ont toujours soutenu qu'ils allaient créer un climat stable en maintenant l'étroitesse du marché. Il n'en est rien aujourd'hui. Pour assurer les investissements futurs dans une capacité durable, il faut une intervention rapide des pouvoirs publics.

Il faut utiliser la rente nucléaire pour réduire durablement la facture énergétique

Sortir du nucléaire est la manière la plus facile de réduire la part de l'acteur dominant sur le marché de la production. La sortie du nucléaire dégagera par ailleurs la marge nécessaire à de nouveaux investissements et est donc indispensable pour assurer la transition vers la production distribuée. Pour Eneco, il faut dès lors confirmer la fermeture de Doel 1 & 2 et Tihange 1.

La rente nucléaire doit être écrémée et les moyens doivent être mobilisés pour soutenir l'*off-shore* et alléger ainsi la facture énergétique des ménages et des familles. Dans le même temps, une partie des moyens peut éga-

le *case-by-case* basis kan ingrijpen op de leveranciersmarkt. Eneco heeft ernstige twijfels bij de juridische validiteit van de voorgenen maatregelen, die overbodig zijn in het licht van de bestaande Elektriciteit- en Gaswet.

3. Geef prioriteit aan het verbeteren van de elektriciteitsmarkt

Faciliteer de handel in elektriciteit in alle benodigde tijdsblokken, minimaliseer kosten netverliezen en stel waarde groencertificaten veilig

Door de koppeling van de spotmarkten zijn de spotprijzen internationaal convergent geworden. Die verhoogde liquiditeit moet ook op de lange termijn markt gerealiseerd worden door ook daar de markten te koppelen. Daarnaast zouden EdF Luminus en GdF-Suez aangewezen kunnen worden als market-makers door hen een quote verplichting op te leggen. Dit wordt al tientallen jaren met succes toegepast op de financiële markten.

Onbalanskosten zijn in België nog steeds significant hoger dan in Nederland (1 euro/MWh ten opzichte van 0,50 euro/MWh). Dit heeft onder andere te maken met de karakteristieken van de *fuel mix*. Door meer in te zetten op duurzame capaciteit kunnen deze kosten naar beneden. Kosten voor netverliezen kunnen geminimaliseerd worden door de groothandelsmarkt beter te organiseren.

De markt voor groencertificaten in zowel Wallonië als Vlaanderen is zeer *long*. Overheden hebben steeds voorgesteld dat ze een stabiel klimaat zouden creëren door de markt krap te houden. Dit wordt vandaag niet waar gemaakt. Om toekomstige investeringen in duurzame capaciteit zeker te stellen is snelle actie vanuit de overheid noodzakelijk.

Besteed nucleaire rente aan duurzame verlaging van de energiefactuur

Kernuitstap is de makkelijkste manier om het aandeel van de dominante speler op de productiemarkt te verkleinen. De kernuitstap zal bovendien de nodige ruimte geven voor nieuwe investeringen en is daarom noodzakelijk om de omslag te kunnen maken naar decentrale opwekking. Het bevestigen van de sluiting van Doel 1 & 2 en Tihange 1 is voor Eneco dan ook noodzakelijk.

Nucleaire rente moet afgeroomd worden en de middelen moeten ingezet worden voor de ondersteuning van offshore om zo de energiefactuur van de huishoudens en gezinnen te ontlasten. Tegelijkertijd kan een deel van

lement être utilisée pour réaliser l'efficacité énergétique et des économies d'énergie.

La mise à disposition de la capacité nucléaire mettra tous les acteurs sur un pied d'égalité. Eneco estime que cela doit être réalisé par le biais de la législation, et non par un "accord à l'amiable", comme les *Pax Electrica* 1 & 2 et le Protocole nucléaire (qui n'existe plus depuis lors).

Il faut investir intelligemment pour assurer la sécurité d'approvisionnement

Ensemble, les marchés belge, néerlandais et allemand se trouvent en situation d'excédent de capacité en ce qui concerne la production d'électricité. Elia consent des investissements considérables en vue d'améliorer le réseau, aussi bien en Belgique que dans une capacité d'interconnexion supplémentaire (Allemagne), de sorte que les acteurs du marché peuvent aujourd'hui planifier leurs investissements là où ceux-ci leur semblent les plus économiques.

En investissant dans les réseaux à haute tension, la Belgique n'est pas tenue de se focaliser sur l'autosuffisance à 100 % en ce qui concerne la capacité de charge de base; le marché pertinent est en effet un marché international. Maintenir une capacité de production non flexible à grande échelle pour parvenir quand même à l'autosuffisance rendrait la facture des consommateurs finals inutilement élevée et réduirait à néant les effets (positifs), pour ces derniers, de l'internationalisation des marchés de l'électricité. Dans le cadre d'une part toujours plus importante de la capacité durable, comme le vent, on a plutôt besoin d'une capacité flexible, sous la forme de centrales au gaz par exemple. Eneco espère que le gouvernement belge intégrera les aspects cités dans son analyse, telle qu'elle doit être consignée dans le Plan d'équipement.

D. FEBELIEC (M. Peter Claes, administrateur)

Febeliec est la fédération des consommateurs industriels d'électricité et de gaz naturel en Belgique. Elle a pour membres 21 entreprises industrielles et 7 fédérations sectorielles.

Énergie et industrie

L'industrie belge est relativement intensive en énergie (c.-à-d. que le tissu industriel de la Belgique comporte une part relativement élevée d'activités nécessitant beaucoup d'énergie), mais elle se caractérise aussi par une haute efficacité énergétique (c.-à-d. qu'elle génère une production maximale avec un approvisionnement énergétique minimal). Il est donc nécessaire qu'il y ait

de moyens aussi utilisés pour réaliser l'efficacité énergétique et des économies d'énergie.

De terbeschikkingstelling van nucleaire capaciteit zal een gelijk speelveld creëren. Eneco is van mening dat dit tot stand moet gebracht worden via wetgeving en niet via een onderhands akkoord zoals *Pax Electrica* 1 & 2 en het Nucleair Protocol (dat intussen niet meer bestaat).

Investeer slim om bevoorradingszekerheid veilig te stellen

Opgeteld bevinden de Belgische, Nederlandse en Duitse markt zich in een situatie van overschot aan capaciteit voor de productie van elektriciteit. Elia doet aanzienlijke investeringen in netwerkverbeteringen, zowel binnen België als in extra interconnectiecapaciteit (Duitsland), waardoor marktpartijen nu hun investeringen kunnen plannen waar dit hen het meest economisch lijkt.

Door te investeren in hoogspanningsnetten hoeft België zich wat basislast-capaciteit niet te richten op 100 % zelfvoorzienendheid; de relevante markt is immers een internationale markt. Het in stand houden van grootschalige inflexibele productiecapaciteit om zo toch zelfvoorzienend te kunnen zijn zou de rekening van eind-consumenten onnodig hoog maken en het (positieve) effect van de internationalisering van de elektriciteitsmarkten voor hen teniet doen. In het kader van een steeds groter aandeel duurzame capaciteit zoals wind, is er eerder behoefte aan flexibele capaciteit zoals in de vorm van gascentrales. Eneco verwacht dat de Belgische overheid de genoemde aspecten meeneemt in haar analyse, zoals neer te leggen in het Uitrustingsplan.

D. FEBELIEC (de heer Peter Claes, bestuurder)

Febeliec is de federatie van de industriële verbruikers van elektriciteit en aardgas in België. Zij heeft als leden 21 industriële bedrijven en 7 sectorfederaties.

Energie en industrie

De Belgische industrie is relatief energie-intensief (d.w.z. dat haar industrieel weefsel relatief veel energie-intensieve activiteiten omvat), maar ook erg energie-efficiënt (d.w.z. dat zij een maximale output produceert met een minimum input aan energie). Er is dus nood aan competitieve prijzen voor de energievectoren. Energie is van vitaal belang voor de industrie als grondstof (bv.

des prix compétitifs pour les vecteurs énergétiques. L'énergie revêt une importance vitale pour l'industrie en tant que matière première (p. ex. pour l'électrolyse, la production d'ammoniaque), en tant que facteur de coûts (jusqu'à 50 à 60 % des coûts de production variables) et en tant que combustible utilisé dans les processus de production (chauffer, refroidir, mettre sous pression, etc.).

Le prix de l'électricité et du gaz naturel comprend trois composantes:

La matière première (l'énergie): pour l'électricité, on observe depuis quelques années une certaine convergence des prix, bien qu'on ne puisse pas (encore) parler d'intégration du marché dans la région CWE. Les écarts de prix entre la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne oscillent entre 2 à 4 euros/MWh, avec des crêtes pouvant atteindre 8 à 10 euros/MWh. De manière générale, le marché reste donc imparfait. Pour le gaz naturel, on observe une convergence progressive des prix, mais la concurrence "gas-to-gas" est (encore) insuffisante. Le lien avec les prix du pétrole continue à exercer une trop forte influence sur le marché belge et fait grimper les prix du gaz pour le client final.

Le coût du transport et (éventuellement) de la distribution: les tarifs de transport de l'électricité se situent grosso modo dans la moyenne européenne. En Allemagne, l'industrie à forte intensité énergétique bénéficie toutefois d'une exonération. Les tarifs de distribution de l'électricité et du gaz naturel ne sont certainement pas les moins chers en Europe. Ils sont fortement influencés par les obligations de service public (p. ex. les panneaux solaires en Flandre). Le régulateur doit disposer des compétences nécessaires pour pouvoir réguler.

Les coûts supplémentaires (taxes et contributions): actuellement, il existe également des coûts supplémentaires dans les pays voisins, mais ces coûts sont nettement plus élevés pour les entreprises belges. Les pays voisins offrent à leur industrie (qu'elle soit ou non grande consommatrice d'énergie) davantage de possibilités d'exonération, de dégressivité et de plafonnement. En Belgique, les coûts supplémentaires constituent la composante du prix du gaz et de l'électricité qui augmente le plus. À politique inchangée, l'industrie à forte intensité énergétique ne pourra pas survivre en Belgique.

Febeliec propose les mesures suivantes:

— en ce qui concerne la cotisation fédérale/l'offshore, les missions de base des pouvoirs publics doivent être financées au moyen des ressources générales;

électrolyse, ammoniak), als kostenfactor (tot 50 à 60 % van de variabele productiekosten) en als brandstof in de productieprocessen (verhitten, koelen, op druk brengen, ...)

In elektriciteit en aardgas zitten volgende 3 prijscomponenten:

De commodity (de energie): voor elektriciteit is er sinds enkele jaren wel degelijk een zekere prijsconvergentie, maar (nog) geen marktintegratie in de CWE-zone. De prijsverschillen tussen België, Nederland, Frankrijk en Duitsland schommelen rond 2 tot 4 euro/MWh met pieken tot 8 à 10 euro/MWh. De marktwerking is dus in het algemeen nog onvolmaakt. Voor aardgas is er wel een geleidelijke prijsconvergentie, maar (nog) onvoldoende *gas-to-gas*-competitie. De link met de olie-prijzen blijft de Belgische markt nog teveel beïnvloeden en trekt de gasprijzen voor de eindklant de hoogte in.

De transmissie- en (eventueel) de distributiekost: de transmissietarieven voor elektriciteit liggen grosso modo in het Europese gemiddelde. In Duitsland is er wel een vrijstelling voor de energie-intensieve industrie. De distributietarieven voor elektriciteit en aardgas zijn zeker niet de goedkoopste in Europa. Ze worden sterk beïnvloed door de openbaredienstverplichtingen (bv. zonnepanelen in Vlaanderen). De regulator moet de bevoegdheid krijgen om te reguleren.

De meerkosten (taksen en heffingen): in de huidige toestand bestaan meerkosten ook in de buurlanden, maar zij zijn voor de Belgische bedrijven veel hoger. De buurlanden geven aan de (al dan niet energie-intensieve) industrie meer vrijstellingen, degressiviteit en plafonnering. Meerkosten zijn in België de sterkst stijgende component van de elektriciteits- en gasprijzen. Bij ongewijzigd beleid wordt overleven voor de energie-intensieve industrie in België onmogelijk.

Febeliec stelt volgende maatregelen voor:

— inzake federale bijdrage/offshore moeten de kerntaken van de overheid uit algemene middelen gefinancierd worden;

— en matière d'électricité, l'offshore doit être intégré dans la cotisation fédérale, tandis que les autres modalités doivent être maintenues;

— pour le gaz naturel, il faut instaurer un système de dégressivité et/ou de plafonnement et/ou d'exonérations.

— pour les régions, Febeliec propose de réformer les systèmes de certificats (soutien correct, répercussion équilibrée tenant compte de la compétitivité) ainsi que les obligations de service public (ne plus considérer les consommateurs d'énergie comme des "vaches à lait").

En guise de conclusion, Febeliec appelle les autorités:

— à faire fonctionner le marché en instaurant des mécanismes de prix corrects, en favorisant l'intégration du marché et la transparence, en instaurant des contrats à long terme pour l'industrie et en stimulant les investissements et l'arrivée de nouveaux opérateurs sur le marché;

— à réduire les coûts supplémentaires;

— à continuer à baisser les tarifs; ces tarifs doivent être transparents et non discriminatoires, et doivent aussi refléter les coûts. Il faut cependant continuer à garantir les investissements dans l'entretien et l'extension des infrastructures.

E. TEST-ACHATS (MM. Ivo Mechels et Stéphane Dochy)

Avril 2000: gouvernement Verhofstadt I^{er} – "Les prix de l'électricité en Belgique doivent être alignés sur ceux des pays limitrophes".

Août 2011: lors d'une conférence de presse, Test-Achats dévoile les résultats de sa dernière comparaison tarifaire: pour 800 euros¹, le consommateur français a de l'électricité durant 8 mois de plus que le consommateur belge! Pour 1 600 euros², le consommateur anglais a du gaz durant 7 mois de plus, et le consommateur français pendant 1 mois et demi de plus, que le consommateur belge!

Décembre 2011: gouvernement Di Rupo, déclaration de politique générale: "Les prix de l'électricité en Belgique doivent être alignés sur ceux des pays limitrophes"

Janvier 2012: rapport de la CREG.

Sur le problème en lui-même (le niveau élevé des prix du gaz et de l'électricité en Belgique), le rapport de la CREG n'apporte rien de neuf et démontre une fois encore que le consommateur belge paie son énergie

¹ Montant annuel pour une facture moyenne d'électricité.

² Montant annuel pour une facture moyenne de gaz.

— inzake elektriciteit moet de offshore in de federale bijdrage geïntegreerd worden met behoud van de overige modaliteiten;

— inzake aardgas moet er een degressiviteit/plafonering/vrijstellingen ingevoerd worden.

— voor de gewesten stelt Febeliec voor de certifi­catesystemen te hervormen (correcte steun, evenwichtige doorrekening met aandacht voor competitiviteit), en de openbaredienstverplichtingen te hervormen (de energieverbruikers niet langer als melkkoe te beschouwen).

Bij wijze van conclusie roept Febeliec de overheden ertoe op om:

— de markt te doen werken door de invoering van correcte prijsmechanismen, marktintegratie, transparantie, langetermijncontracten voor de industrie, en door investeringen en nieuwkomers op de markt te stimuleren.

— de meerkosten te verlagen.

— de tarieven verder te verlagen; deze tarieven moeten niet-discriminerend, transparant en kostenreflectief zijn. De investeringen in onderhoud en uitbreidingen van infrastructuur moeten echter gegarandeerd blijven.

E. TESTAANKOOP (de heren Ivo Mechels en Stéphane Dochy)

April 2000: de regering Verhofstadt I – "De elektriciteitsprijzen in België moeten worden afgestemd op die van de buurlanden".

Augustus 2011: tijdens een persconferentie onthult Test-Aankoop de resultaten van zijn meest recente tariefvergelijking: voor 800 euro¹ heeft de Franse consument 8 maanden langer elektriciteit dan de Belgische consument! En voor 1 600 euro² heeft de Britse consument 7 maanden langer gas dan de Belgische consument, de Franse consument anderhalve maand langer!

December 2011: de regering Di Rupo, verklaring over het algemeen beleid: "De elektriciteitsprijzen in België moeten worden afgestemd op die van de buurlanden".

Januari 2012: verslag van de CREG.

Wat het probleem op zich betreft (de hoge prijzen voor gas en elektriciteit in België), voegt het verslag van de CREG niets nieuws toe en wordt opnieuw aangetoond dat de Belgische consument zijn energie

¹ Jaarlijks bedrag van een gemiddelde elektriciteitsfactuur.

² Jaarlijks bedrag van een gemiddelde gasfactuur.

plus cher que les pays voisins, à de rares exceptions près (l'Allemagne en électricité, par exemple)³. Par contre, c'est, à notre connaissance, la première fois que la hauteur des prix en Belgique suscite un tel intérêt et un tel débat! Une opportunité à ne pas rater, d'autant plus que le rapport du régulateur propose des pistes et solutions dignes d'intérêt!

Test-Achats est convaincu qu'il faut travailler à tous les maillons de la chaîne énergétique: de la production à la livraison. Une remise en cause globale, visant tous les niveaux sans exception et sans tabou, constitue la seule méthode susceptible de livrer les résultats attendus, à savoir, un juste de prix dans un marché libéralisé qui fonctionne! Pendant des années, le consommateur a payé son énergie trop cher, notamment en finançant l'amortissement accéléré des centrales nucléaires. Il est donc grand temps qu'il bénéficie, aujourd'hui, d'un juste retour.

Les solutions pour réduire à la facture

La rente nucléaire. Elle est chiffrée à 1,7 milliard. Si l'on retire les 450 millions de marge équitable, il reste environ 1,2 milliard à considérer comme "super bénéfices". La détermination de la hauteur de la rente nucléaire n'est pas entièrement neuve, d'autres⁴ sont arrivés au même ordre de grandeur. Un prélèvement de 550 millions est clairement insuffisant. Selon le professeur De Keuleneer, les activités de GDF/Electrabel en Belgique seraient parmi les plus rentables au monde, uniquement en raison des moyens de production nucléaire amortis depuis des années sur le dos des consommateurs! Il reste donc une marge importante à prélever et à affecter de manière mûrement réfléchie!

Cependant, un prélèvement au niveau de la rente nucléaire n'apporte pas de solution au problème de position dominante d'Electrabel. À côté de ce prélèvement, une grande partie de la production nucléaire doit être organisée autour du concept de "l'acheteur unique".

L'acheteur unique (single buyer). Ce principe implique qu'un organisme public interviendrait entre la production et le marché de gros. Cet organisme achèterait la production au prix coûtant plus une marge bénéficiaire raisonnable et la revendrait à l'ensemble des acteurs.

³ Voir aussi études de Test-Achats et étude Eurostat, juin 2011, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Electricity_and_natural_gas_price_statistics, qui montre qu'au deuxième trimestre 2010, la Belgique était même le quatrième pays européen le plus cher pour l'électricité!

⁴ Fusion Gaz de France et Suez, inquiétante pour la Belgique, Eric De Keuleneer, 2007. Rente nucléaire 2.0, Eric De Keuleneer, 23 mai 2011.

durder betaalt dan in de buurlanden het geval is, op enkele zeldzame uitzonderingen na (Duitsland voor elektriciteit bijvoorbeeld)³. Wel is het naar ons weten de eerste keer dat de hoge prijzen in België zoveel belangstelling wekken en zoveel debat uitlokken! Een kans die we niet mogen laten liggen, te meer daar het verslag van de regulator belangwekkende pistes en oplossingen aanreikt!

Test-Aankoop is ervan overtuigd dat men op alle schakels van de energieketen moet ingrijpen, van productie tot levering. Alles ter discussie stellen, op alle niveaus, zonder uitzonderingen en zonder taboes, is de enige methode die de verhoopte resultaten kan opleveren, d.w.z. een rechtvaardige prijs in een vrijgemaakte markt die werkt! Jarenlang heeft de consument te veel betaald voor zijn energie, onder meer door de versnelde afschrijving van de kerncentrales te financieren. Vandaag is het de hoogste tijd dat de consument daar iets voor terug krijgt.

Oplossingen om de factuur te verlagen

De nucleaire rente. Die wordt geraamd op 1,7 miljard. Trekken we daar 450 miljoen billijke marge af, dan blijft er ongeveer 1,2 miljard "superwinst" over. Die raming van de nucleaire rente is niet volledig nieuw: anderen⁴ hebben bedragen van dezelfde grootteorde naar voren geschoven. Een heffing van 550 miljoen is duidelijk onvoldoende. Volgens professor De Keuleneer behoren de activiteiten van GDF/Electrabel in België tot de meest winstgevendende ter wereld, enkel en alleen doordat de nucleaire productie-eenheden al sinds jaren zijn afgeschreven op de kap van de consument! Er blijft dus een aanzienlijke marge om af te romen en doordacht te besteden!

Het afromen van de nucleaire rente is evenwel geen oplossing voor de dominante positie van Electrabel. De nucleaire rente afromen is één ding, daarnaast moet een groot deel van de kernenergieproductie worden georganiseerd rond het concept van de "enige aankoper".

De enige aankoper (single buyer). Dit principe houdt in dat een overheidsorganisme zou tussenkomen tussen de productie en de groothandelsmarkt. Dit organisme zou de productie opkopen tegen de kostprijs vermeerderd met een redelijke winstmarge en die vervolgens

³ Zie ook de talrijke studies van Test-Aankoop sinds 1999 alsook de Eurostat-studie (juni 2011) http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Electricity_and_natural_gas_price_statistics, waaruit blijkt dat België in het tweede kwartaal van 2010 zelfs het op drie na duurste land in Europa was voor elektriciteit!

⁴ La fusion de Gaz de France et Suez est inquiétante pour la Belgique, Eric De Keuleneer, 2007. Rente nucléaire 2.0, Eric De Keuleneer, 23 mei 2011.

Ceux-ci pourraient ainsi acheter leur électricité à un prix plus favorable qu'actuellement. La marge dégagée pourrait ainsi contribuer à la promotion des investissements en énergie renouvelable et, parallèlement, dans la modernisation des réseaux de distribution.

Le marché de gros. Dans son rapport, la CREG met en lumière le fait que les fournisseurs réalisent leurs marges bénéficiaires principalement au détriment des consommateurs résidentiels. En effet, alors que les bourses belge, allemande, néerlandaise et française sont liées entre elles et que les fournisseurs de ces 4 pays s'y approvisionnent donc à des conditions comparables, les prix hors transport, distribution et taxes⁵ sont plus élevés en Belgique. Par ailleurs, la comparaison des prix pour les clients professionnels montre que la Belgique se classe très honorablement par rapport aux pays limitrophes. Test-Achats trouve inacceptable que ce soient une fois de plus les petits consommateurs résidentiels qui supportent les effets pervers d'une politique tarifaire à double vitesse, privilégiant davantage les entreprises.

Scinder production et fourniture. Electrabel en tant que producteur, c'est 72 % de part de marché en capacité de production. En tant que fournisseur, c'est environ 60 % de part de marché, voire 90 % à Bruxelles. Une telle position dominante dans deux niveaux aussi importants de la chaîne est malsain pour le bon fonctionnement du marché. Par ailleurs, des soupçons de transfert de rente entre les deux niveaux ont déjà été émis et l'entreprise a déjà été pointée pour son manque de transparence. Dans ces conditions, la séparation des métiers devrait contribuer à l'assainissement du marché de l'énergie.

La distribution. Elle occupe une proportion beaucoup trop importante dans la facture totale du consommateur et les coûts de distribution ont explosé depuis la libéralisation. L'augmentation moyenne est de + 45 % en Flandre⁶ et de 14 % en Wallonie⁷. Pour Test-Achats, outre une gestion optimale de la distribution et une rémunération du capital investi équitable, il faut une réelle volonté politique de réduire drastiquement le nombre d'intercommunales afin de permettre des économies d'échelle et de tendre vers un tarif plus uniforme. Il nous paraît peu défendable que pour une consommation électrique moyenne (3 500 kWh/an), la différence entre

doorverkopen aan alle spelers. Op die manier zouden die spelers hun elektriciteit kunnen kopen tegen een prijs die voordeliger is dan nu het geval is. De vrijgekomen marge zou dan kunnen worden ingezet om te investeren in hernieuwbare energie en tegelijk ook om de distributienetwerken te moderniseren.

De groothandelsmarkt. De CREG belicht in haar verslag het feit dat de leveranciers winstmarges realiseren die zij hoofdzakelijk blijken te nemen ten nadele van de huishoudelijke afnemers. Alhoewel de Belgische, Duitse, Nederlandse en Franse beurzen aan elkaar gekoppeld zijn en de leveranciers uit deze vier landen er zich dus tegen gelijkaardige voorwaarden bevoorraden, zijn de prijzen zonder transport, distributie en taksen⁵ hoger voor de huishoudelijke afnemers in België. Als we de prijzen voor de professionele klanten vergelijken, blijkt trouwens dat België het in verhouding tot de ons omringende landen zeer behoorlijk doet. Test-Aankoop vindt het onaanvaardbaar dat het andermaal de kleine huishoudelijke consumenten zijn die opdraaien voor de perverse gevolgen van een tariefbeleid met twee snelheden, een beleid dat de bedrijven bevoordeelt.

Productie en levering scheiden. In zijn hoedanigheid van elektriciteitsproducent heeft Electrabel qua productiecapaciteit een marktaandeel van 72 %. In zijn hoedanigheid van leverancier bedraagt het marktaandeel van Electrabel ongeveer 60 % en zelfs 90 % in Brussel. Een dergelijke dominante positie op twee dermate belangrijke niveaus van de keten is nefast voor de goede werking van de markt. Overigens werden er al verdenkingen geuit dat er rentetransfers plaatsvinden tussen beide niveaus en werd de onderneming al op de vingers getikt voor haar gebrek aan transparantie. Een scheiding van beide activiteiten zou dan ook bijdragen tot een gezondere energiemarkt.

De distributie. Die weegt in verhouding veel te zwaar door op de totaalfactuur voor de consument. En sinds de vrijmaking van de energiemarkt zijn de distributiekosten geëxplodeerd. In Vlaanderen zijn ze gemiddeld met 45 % gestegen⁶, in Wallonië met 14 %⁷. Behalve op een optimaal distributiebeheer en op een billijke vergoeding voor het geïnvesteerde kapitaal dringt Test-Aankoop erop aan dat de politici echt de wil tonen om het aantal intercommunales drastisch terug te schroeven en zo schaalvoordeel mogelijk te maken en te streven naar een uniform tarief. Het lijkt ons moeilijk verdedigbaar dat, voor een gemiddeld elektriciteitsverbruik

⁵ "Commodity prices" = la partie propre aux fournisseur.

⁶ Dans le même temps, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 17 %.

⁷ Sur une période plus courte qu'en Flandre, puisque le marché s'est ouvert 4 ans plus tard. Indice des prix à la consommation sur cette même période: + 8 %.

⁵ "Commodity prices" = deel dat eigen is aan de leveranciers.

⁶ Tegelijk is het indexcijfer van de consumptieprijzen met 17 % gestegen.

⁷ Over een kortere periode dan in Vlaanderen, aangezien de markt vier jaar later werd vrijgemaakt. In diezelfde periode steeg het indexcijfer van de consumptieprijzen met 8 %.

deux gestionnaires du réseau de distribution puisse aller jusqu'à 250 euros par an.

La fourniture. Test-Achats ne peut que confirmer l'avantage lié au découplage gaz-pétrole⁸. En ce qui concerne le gaz, les formules tarifaires les moins chères du marché sont actuellement indexées sur base du prix de gaz naturel et non sur base du prix du pétrole. C'est majoritairement le cas chez les petits fournisseurs (Lampiris, Octa+, Eneco, par exemple). Aucun tarif variable d'Electrabel (c'est-à-dire la grande partie du marché) n'est indexé sur la base du gaz naturel! Pour un profil moyen avec chauffage au gaz, le tarif Electrabel EnergyPlus⁹ est ainsi 30 % plus cher (= 380 euros/an!) que le tarif le moins cher indexé sur le gaz naturel. Les *challengers* que sont les petits fournisseurs ont beau jeu de proposer des tarifs moins chers, puisqu'il n'y a actuellement que très peu de concurrence sur ce segment du marché! À titre d'illustration, mais illustration révélatrice: Eneco et Octa+ appliquent exactement la même grille tarifaire en gaz: 40 euros/an de redevance fixe et 3,63 eurocentimes/kWh.

Le gel des prix. Les perspectives d'évolution des prix sont à la hausse. Livrons-nous à un calcul très théorique: en partant du principe que l'évolution des prix d'avril à décembre 2012 pourrait être comparable à celle de l'année passée, le gel des prix correspondrait à un ballon d'oxygène d'environ 200 euros par ménage, surtout pour ceux qui se chauffent au gaz. Ce gel vient fort à propos, dans la mesure où les consommateurs paient leur énergie trop cher depuis de nombreuses années. Faut-il rappeler qu'en électricité, les tarifs les moins chers du marché belge sont encore plus chers que les tarifs moyens des pays limitrophes, Allemagne exceptée?

Il est question d'assouplir le gel des prix en cas de forte augmentation sur les marchés internationaux. Nous pouvons entendre les arguments des fournisseurs, mais n'est-ce pas justement dans le but de préserver les consommateurs de ce genre d'augmentation que le gel a été mis en place? Et quelle définition donner à "forte augmentation"?

Nous entendons également l'argument indiquant que les prix pourraient repartir à la hausse après la période

⁸ Test-Achats demande ce découplage depuis avril 2011, suite aux débats menés en France et au fait que l'Allemagne a rendu invalides les contrats indexés sur base du prix du pétrole.

⁹ Lors de la libéralisation, énormément de clients Electrabel sont passés du contrat par défaut au contrat EnergyPlus, cédant ainsi à la campagne de promotion d'Electrabel proposant 2 % de réduction sur la partie énergie du contrat.

(3 500 kWh per jaar), het verschil tussen twee distributienetbeheerders kan oplopen tot 250 euro op jaarbasis.

De levering. Test-Aankoop kan alleen maar bevestigen dat het loskoppelen van gas en olie grote voordelen heeft⁸. Voor gas worden de goedkoopste tariefformules op de markt momenteel geïndexeerd op basis van de aardgasprijs, niet op basis van de olieprijs. Dat is hoofdzakelijk het geval bij de kleine leveranciers (zoals Lampiris, Octa+ en Eneco). Geen enkel variabel tarief van Electrabel (d.w.z. het leeuwendeel van de markt) wordt geïndexeerd op basis van die aardgasprijs! Als we uitgaan van een gemiddeld profiel met verwarming op gas, komt het tarief Electrabel EnergyPlus⁹ 30 % duurder uit (= 380 euro per jaar!) dan het goedkoopste tarief geïndexeerd op basis van de aardgasprijs. Voor de *challengers* — versta de kleine leveranciers — is het niet bepaald moeilijk om goedkopere tarieven aan te bieden aangezien er in dat marktsegment momenteel bijzonder weinig concurrentie is! Getuige dit veelzeggende voorbeeld: Eneco en Octa+ passen voor gas exact hetzelfde tariefrooster toe: een vaste bijdrage van 40 euro per jaar en 3,63 eurocent per kWh.

Het bevriezen van de prijzen. Verwacht wordt dat de prijzen nog zullen stijgen. Laten we even een heel theoretische berekening maken: als we uitgaan van het principe dat de evolutie tussen april en december 2012 vergelijkbaar zou zijn met die van vorig jaar, dan zou het bevriezen van de prijzen elk gezin ongeveer 200 euro extra zuurstof geven. Vooral de gezinnen die met gas verwarmen, zullen wel varen bij deze maatregel. Deze bevroering van de prijzen komt als geroepen aangezien de consument zijn energie al vele jaren te duur betaalt. Moeten we eraan herinneren dat de goedkoopste elektriciteitstarieven op de Belgische markt nóg duurder zijn dan de gemiddelde tarieven in de ons omringende landen, met uitzondering van Duitsland?

Er is sprake van dat men de bevroering van de prijzen zou versoepelen in geval van een forse stijging op de internationale markten. Wij kunnen de argumenten van de leveranciers begrijpen maar werden de prijzen niet net, of althans ten dele, bevroren om de consument tegen zo'n stijging te beschermen? En wat verstaat men precies onder een "forse stijging"?

Wij begrijpen ook het argument als zouden de prijzen opnieuw in stijgende lijn kunnen gaan na de periode van

⁸ Test-Aankoop vraagt deze loskoppeling al sinds april 2011 ingevolge de debatten die in Frankrijk werden gevoerd en het feit dat Duitsland contracten geïndexeerd op basis van de olieprijs ongeldig heeft verklaard.

⁹ Bij de liberalisering zijn enorm veel klanten van Electrabel van een standaardcontract overgeschakeld op een contract EnergyPlus: ze zijn gezwicht voor de reclamecampagne van Electrabel die 2 % korting beloofde op het energiedeel van het contract.

de gel. Nous comptons néanmoins sur l'efficacité des mesures structurelles à mettre en place pour contrer toute envolée des prix à l'expiration de la période de gel en raison d'un mouvement de rattrapage.

Taxes et contributions. En électricité, outre les contributions "énergie renouvelable"¹⁰, diverses cotisations et redevances viennent alourdir la facture du consommateur. Parmi celles-ci, la cotisation fédérale. Pour une consommation moyenne en électricité, cette dernière atteint aujourd'hui 18 euros, alors qu'elle n'était que de 8 euros il y a 5 ans. Pour une consommation moyenne avec chauffage au gaz, elle atteint aujourd'hui 17 euros, contre 6 euros il y a 5 ans. Pour un profil moyen électricité + gaz, la cotisation fédérale passe donc de 14 euros en 2008 à 35 euros aujourd'hui, soit une augmentation de 150 %! Pour les deux énergies, c'est la "surcharge clients protégés", une des composantes de la cotisation fédérale, qui a explosé: elle a plus que triplé en 5 ans! Nous notons que la CREG estime que le système est très généreux par rapport à la France et à la Grande-Bretagne, et qu'elle demande une remise en cause. Par ailleurs, nous nous demandons dans quelle mesure une TVA sur la cotisation fédérale est justifiée...

Test-Achats reste favorable à l'instauration d'une TVA ramenée à 6 % sur une première tranche de consommation estimée à 15 00 kWh/an, et estime que ce ne serait qu'un juste retour, en échange d'une TVA acquittée par l'ensemble des consommateurs sur des prix maintenus artificiellement élevés durant de nombreuses années. Notons que des taux réduits s'appliquent déjà en France (5,5 % sur CTA et TLE¹¹) et en Grande-Bretagne (5 % pour les petits consommateurs).

III. — ÉCHANGE DE VUES

Questions et observations des membres

M. Wollants (N-VA) adresse plusieurs questions à M. Camps: il constate que le contrat "Energy Plus" d'Electrabel a servi de base à l'étude de la CREG. Il existe cependant beaucoup d'autres contrats et beaucoup d'autres prix sur le marché: selon les données dont l'intervenant dispose, les prix en Flandre sont inférieurs de 8,5 % au prix le plus bas pratiqué aux Pays-Bas.

En ce qui concerne le passage d'un fournisseur à l'autre, l'intervenant demande à la CREG ce que le gel

¹⁰ + cogénération en Flandre.

¹¹ CTA: Contribution Tarifaire d'Acheminement / TLE: Taxe Locale sur l'Electricité.

bevrizing. Wij rekenen er evenwel op dat men efficiënte structurele maatregelen zal nemen om te vermijden dat de prijzen na afloop van de bevrizingsperiode scherp zouden stijgen ingevolge een inhaalbeweging.

Taksen en bijdragen. Behalve de bijdragen voor "hernieuwbare energie"¹⁰ zijn er nog diverse andere bijdragen en heffingen die de factuur van de consument de hoogte injagen. Daarbij onder meer de federale bijdrage. Bij een gemiddeld elektriciteitsverbruik bedraagt de federale bijdrage vandaag 18 euro terwijl dat 5 jaar geleden slechts 8 euro was. Bij een gemiddeld aardgasverbruik bedraagt de federale bijdrage nu 17 euro, tegenover 6 euro 5 jaar geleden. Bij een gemiddeld profiel met elektriciteit én gas is de federale bijdrage dus gestegen van 14 euro in 2008 naar 35 euro vandaag, hetzij een toename met 150 %! Voor beide energiebronnen is het de "toeslag beschermde klanten", een van de componenten van de federale bijdrage, die is geëxplodeerd: in 5 jaar tijd is die meer dan verdrievoudigd! Wij stippen hier aan dat de CREG dit systeem bijzonder genereus vindt in vergelijking met Frankrijk en Groot-Brittannië en vraagt om het opnieuw te bekijken. Wij vragen ons trouwens af in welke mate het verantwoord is om op die federale bijdrage ook nog eens btw te heffen...

Test-Aankoop blijft voorstander van de toepassing van een verlaagd btw-tarief van 6 % op een eerste schijf van het verbruik, geraamd op 1 500 kWh per jaar. In onze ogen is dit niet meer dan een rechtvaardige tegemoetkoming, in ruil voor de btw die alle consumenten hebben betaald op prijzen die jarenlang kunstmatig hoog werden gehouden. Wij wijzen er ook op dat dergelijke verlaagde btw-tarieven reeds van toepassing zijn in Frankrijk (5,5 % op CTA en TLE¹¹) en in Groot-Brittannië (5 % voor de kleine afnemers).

III. — GEDACHTEWISSELING

Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Wollants (N-VA) heeft enkele vragen voor de heer Camps: hij stelt vast dat het zogenaamde "Energy Plus"-contract van Electrabel als basis van de studie van de CREG werd genomen. Nochtans zijn er heel wat andere contracten en prijzen beschikbaar op de markt: volgens de gegevens waarover spreker beschikt liggen de Vlaamse prijzen 8,5 % lager dan de laagste prijs in Nederland.

Inzake de zogenaamde "SWITCH" vraagt spreker aan de CREG welk effect de tijdelijke bevrizing van de

¹⁰ + warmtekrachtkoppeling in Vlaanderen.

¹¹ CTA: Contribution Tarifaire d'Acheminement / TLE: Taxe Locale sur l'Electricité.

temporaire des prix aura pour effet de ce point de vue. Selon la CREG, on aurait récemment atteint un taux record de 1,6 % de changements de fournisseur par mois: si ce taux pouvait être maintenu durant 9 mois, la part de marché de l'acteur dominant diminuerait de 15 %, soit trois fois plus que sur l'ensemble de la période de libéralisation.

Par ailleurs, le modèle de gel des prix a-t-il été confronté aux expériences étrangères? Une mesure similaire, adoptée en Espagne dans les années 90, a en effet abouti à des ventes obligatoires ayant entraîné des pertes pour les fournisseurs, et l'État espagnol a été condamné à payer des compensations à ces fournisseurs. Entre-temps, le montant de ces compensations s'est accumulé pour atteindre 26 milliards d'euros!

Qu'arrivera-t-il, du reste, s'il apparaît après 9 mois, après contrôle des paramètres d'indexation, que le prix aurait dû être nettement plus élevé? Comment et quand ces frais pourront-ils être répercutés? Ou est-ce que le prix va grimper brusquement en flèche?

En ce qui concerne Eneco et la Febeg, l'intervenant demande des propositions concrètes pour rendre le marché plus mobile. Personne au sein de cette commission n'était favorable à la suppression totale de l'indemnité de rupture, car on court le risque de voir les clients actifs changer de fournisseur tous les mois. Existe-t-il d'autres méthodes?

La Febeg compte des membres qui opèrent en Belgique et à l'étranger. Pratiquent-ils des prix très divergents dans les différents pays? S'adressant en particulier à Eneco, l'intervenant demande si Eneco pratique des tarifs inférieurs aux Pays-Bas.

Quant à Febeliec, l'intervenant constate que la proposition du gouvernement ne concerne que les PME et les consommateurs: la proposition ne s'applique-t-elle donc pas à Febeliec?

Enfin, que pense Febeliec des projets du gouvernement en ce qui concerne la cotisation fédérale?

M. Kristof Calvo (Ecolo-Groen) constate que M. Camps se base sur les prix des acteurs existants, ce qui fausse plus ou moins la situation: quels sont les arguments en faveur d'une telle approche?

Selon le secrétaire d'État Wathelet, la proposition de loi de M. Calvo, qui impose une taxe nucléaire à hauteur

prijzen zal hebben op de leverancierswissel. Volgens de CREG werd recent een recordpercentage bereikt van 1,6 % leverancierswissels per maand: indien dit 9 maanden kan worden volgehouden, is het marktaandeel van de dominante speler gedaald met 15 %, of 3 maal meer dan tijdens de gehele periode van de liberalisering.

Werd het model van de bevrozing van de prijzen ook getoetst aan de ervaringen in het buitenland? Immers, een gelijkaardige maatregel in Spanje in de jaren '90 heeft geleid tot verplichte verkopen met verlies door de leveranciers en de Spaanse overheid werd veroordeeld tot het betalen van compensaties aan de leveranciers: het bedrag van deze compensaties is ondertussen opgelopen tot 26 miljard euro!

Wat zal er verder gebeuren indien na 9 maanden blijkt, na de toetsing van de indexeringsparameters, dat de prijs een stuk hoger had moeten liggen? Hoe en wanneer zullen deze kosten kunnen worden verhaald? Of zal de prijs ineens omhoog schieten?

T.a.v. Eneco en Febeg vraagt spreker naar concrete voorstellen om de markt mobieler te maken. Niemand in deze commissie was voorstander van de volledige afschaffing van de verbrekingsvergoeding, omdat men het risico loopt dat de actieve klanten dan elke maand veranderen van leverancier. Bestaan er andere methoden?

Febeg heeft leden die in België én in het buitenland actief zijn, hanteren zij sterk uiteenlopende prijzen in beide landen? Specifiek t.a.v. Eneco vraagt spreker of Eneco in Nederland lagere prijzen hanteert.

T.a.v. Febeliec stelt spreker vast dat het voorstel van de regering enkel betrekking heeft op kmo's en consumenten: is het bijgevolg niet van toepassing op Febeliec?

Welke is tenslotte de mening van Febeliec over de regeringsplannen m.b.t. de federale bijdrage?

De heer Kristof Calvo (Ecolo-Groen) stelt vast dat de heer Camps zich baseert op de prijzen van de bestaande spelers, hetgeen het beeld min of meer vertekent: welke argumenten zijn er voor een dergelijke benadering?

Volgens staatssecretaris Wathelet is het wetsvoorstel van de heer Calvo, waarin een nucleaire taks wordt op-

de 1,2 milliard d'euros¹² est un cadeau fait à Electrabel. Qu'en pense M. Camps?

La CREG a-t-elle été associée, en outre, à l'idée de mettre la capacité nucléaire obligatoirement à la disposition d'autres acteurs? Quelle est l'opinion de M. Camps à ce propos?

Enfin, selon l'amendement du gouvernement, le mécanisme d'indexation est gelé pour 9 mois: la CREG voit vraisemblablement une possibilité de réduire ce délai: quand la proposition de la CREG sera-t-elle prête? Quels critères retiendra-t-elle?

S'adressant à la FEBEG, M. Calvo demande si les propositions faites par M. Degrez d'Eneco lors de son exposé en vue d'encourager les changements de fournisseur lui semblent être bonnes.

Selon Eneco, il faudrait supprimer totalement l'indemnité de rupture: le secteur pourrait-il s'accommoder d'une suppression totale?

Enfin, s'adressant à Eneco et la FEBEG, M. Calvo aimerait savoir ce qu'ils pensent de la suppression de l'exonération des contributions pour le fonds Kyoto et le fonds de dénucléarisation au profit de clients qui achètent de l'électricité verte?

M. David Clarinval (MR) demande ce que pense la CREG de la méthodologie et des observations de Test-Achats concernant les pays voisins.

En outre, tout porte à croire que l'on assistera à une hausse des prix après un gel de 9 mois: selon quelles modalités se déroulera la concertation entre la CREG et les fournisseurs? *Quid* si l'on ne parvient pas à un accord?

Test-achats a notamment fait état de l'explosion des coûts de distribution et de la cotisation fédérale, qui déterminent dans une très large mesure les hausses de prix pour le consommateur, ce que dénonce l'intervenant depuis de nombreuses années. Dans une étude récente du 15 décembre 2011 (Étude (F) 111215-COC-131), la CREG montre que les autorités régionales imposent des obligations de service public très lourdes aux GRD; parallèlement, elle évoque une explosion des charges et taxes supplémentaires.

¹² Proposition de loi instaurant une taxe sur les bénéfices des centrales nucléaires amorties en vue d'assurer une meilleure ouverture du marché belge de l'électricité, de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et de réduire le coût global de l'énergie (DOC 53 0732/001).

gelegd ten belope van 1,2 miljard euro¹², een geschenk aan Electrabel. Wat is de mening van de heer Camps?

Is de CREG verder betrokken bij de denkplaatje om nucleaire capaciteit verplicht ter beschikking te stellen van andere spelers? Wat is mening van de heer Camps hierover?

Tenslotte wordt volgens het amendement van de regering het indexeringsmechanisme voor 9 maanden bevroren: de CREG ziet blijkbaar een mogelijkheid om deze termijn in te korten: wanneer zal het voorstel van de CREG klaar zijn? Welke criteria zal de CREG weerhouden?

T.a.v. Febeg vraagt de heer Calvo of de voorstellen die de heer Degrez van Eneco heeft gedaan tijdens zijn uiteenzetting om de leverancierswissels te bevorderen hen een goed idee lijkt.

De verbrekingsvergoeding zou volgens Eneco volledig moeten worden afgeschaft: kan de sector leven met de volledige afschaffing?

T.a.v. Eneco en Febeg vraagt de heer Calvo tenslotte welke hun mening is m.b.t. de afschaffing van de vrijstelling van de bijdragen voor Kyoto- en Denuclearisatie-fonds ten gunste van klanten die groene stroom afnemen?

De heer David Clarinval (MR) vraagt de mening van de CREG over de methodologie en de opmerkingen van Testaankoop m.b.t. onze buurlanden.

Daarnaast zal er na 9 maanden bevrozing waarschijnlijk sprake zijn van een prijsstijging: volgens welke modaliteiten zal het overleg tussen CREG en leveranciers verlopen? Wat als geen akkoord wordt bereikt?

Testaankoop had het onder meer over de explosie van de distributiekosten en de federale bijdrage die in zeer belangrijke mate de prijsstijgingen voor de consument bepalen: hierop wordt door spreker reeds jaren gewezen. In de recente CREG-studie van 15 december 2011 (Studie (F) 111215-COC-131) werd aangetoond dat de DNB zware openbare dienstverplichtingen krijgen opgelegd door de regionale autoriteiten; daarnaast is er ook sprake van een explosie van de bijkomende lasten en taksen.

¹² Wetsvoorstel tot invoering van een heffing op de winsten van de afgeschreven kerncentrales, teneinde een betere openstelling van de Belgische elektriciteitsmarkt te garanderen, hernieuwbare energie en energie-efficiëntie te promoten en de algemene energiekosten te drukken (DOC 53 0732/001).

Par ailleurs, il conviendra de revoir également le mécanisme de soutien de l'énergie éolienne: Test-Achats est-il informé de la proposition de la FEB concernant la révision du soutien à l'énergie éolienne off-shore?

En ce qui concerne le gel des prix, l'intervenant estime qu'il serait préférable d'agir sur chaque élément de la facture énergétique, au niveau de chaque instance selon sa compétence. Le "gel" s'avérera alors avoir été une période fertile et on pourrait tout aussi bien réaliser une économie annuelle de 117 euros. À cet égard, il s'enquiert de la manière dont la CREG arrive au montant de 200 euros par an.

Mme Ann Vanheste (sp.a) formule trois observations à l'attention de la CREG:

— la CREG estime-t-elle qu'il est possible qu'en Belgique, à l'instar de ce qui se fait au Royaume-Uni, tous les contrats d'approvisionnement en gaz soient conclus sur le marché spot?

— selon la CREG, les fournisseurs ne doivent bénéficier d'aucune compensation pour la part de clients protégés dans leur portefeuille: cela paraît excessif aux yeux de l'intervenante;

— pourquoi la CREG souhaite-t-elle organiser les achats groupés par le biais du GRD et ainsi éliminer en fait l'initiative privée?

Mme Karine Lalieux (PS) demande si la CREG peut déjà fournir quelques indications concernant la teneur et le calendrier de son avis sur les paramètres d'indexation prévu dans le mécanisme. La sécurité juridique est en effet essentielle pour le secteur.

L'intervenante a été fort surprise d'apprendre la liaison entre le prix du gaz et celui du pétrole: est-il possible d'annuler immédiatement cette liaison ou existe-t-il des obstacles d'ordre juridique, économique ou autre?

En matière de tarifs sociaux, la CREG souligne que la compensation en faveur des fournisseurs est beaucoup trop généreuse. Il est possible qu'il en soit ainsi, mais quelles sont les propositions de la CREG vis-à-vis des personnes ayant droit au tarif social?

L'intervenante souligne qu'elle ne croit pas dans la libéralisation du secteur de l'énergie, décision qui a été prise à un autre niveau de pouvoir. Le blocage des prix ne constitue qu'une seule mesure: quelles autres mesures peuvent être prises en ce qui concerne les activités non régulées?

Daarnaast zal ook het ondersteuningsmechanisme voor windenergie worden herzien: is Testaankoop op de hoogte van het voorstel van het VBO m.b.t. de herziening van de steun aan de offshore-windenergie?

Wat de prijsbevrozing betreft, is spreker van mening dat een betere oplossing erin zou bestaan om op elk element van de energiefactuur in te werken, door elke instantie naargelang haar of zijn bevoegdheid. Dan zal de "bevrozing" blijken een vruchtbare periode te zijn geweest en zou men evengoed tot een jaarlijkse besparing van 117 euro kunnen komen. Hij vraagt in dit verband hoe de CREG komt aan het bedrag van 200 euro per jaar per klant.

Mevrouw Ann Vanheste (sp.a) heeft een drietal opmerkingen voor de CREG:

— houdt de CREG het voor mogelijk dat in België, zoals in het Verenigd Koninkrijk, alle gasbevoorradingcontracten op de spotmarkt worden afgesloten?

— volgens de CREG dienen de leveranciers helemaal niet te worden gecompenseerd voor het aandeel beschermde klanten in hun portefeuille: dit lijkt spreker overdreven;

— waarom wenst de CREG de groepsaankopen te organiseren via de DNB en zo het privé-initiatief eigenlijk uit te schakelen?

Mevrouw Karine Lalieux (PS) vraagt of de CREG reeds enige aanduidingen kan geven m.b.t. inhoud en timing van het in het mechanisme voorziene advies van de CREG over de indexeringsparameters. Rechtszekerheid is voor de sector immers essentieel.

Spreker was erg verrast over het bestaan van de binding tussen de gasprijs en die van petroleum: bestaat de mogelijkheid om deze binding onmiddellijk ongedaan te maken of zijn er hier juridische, economische of andere obstakels?

Inzake sociale tarieven, wijst de CREG op een al te genereuze compensatie ten voordele van de leveranciers. Dit kan wel zo zijn maar welke voorstellen heeft de CREG t.o.v. diegenen die recht hebben op het sociaal tarief?

Spreker benadrukt niet te geloven in de liberalisering van de energiesector, tevens een beslissing die op een ander bevoegdheidsniveau werd genomen. De prijsblokkering is slechts één enkele maatregel: welke andere maatregelen kunnen worden genomen m.b.t. de niet-gereguleerde activiteiten?

M. Frank Wilrycx (Open Vld) constate à son tour que la CREG se base sur le contrat “Energy Plus”, qui est cependant 25 à 30 % plus cher que les contrats qui peuvent être obtenus sur le marché, et que toutes les conclusions de l’étude reposent là-dessus.

La CREG plaide en outre pour des achats groupés, mais par le biais des obligations de service public du GRD, ce qui entraînera (à nouveau) une augmentation des coûts (doivent être répercutés sur les clients).

Le blocage des prix constitue également une conclusion de l’étude de la CREG, mais l’intervenant plaide pour que l’AR prévoyant les critères pour les paramètres d’indexation soit publié au plus vite, car il y a déjà des fournisseurs sur le marché qui proposent des contrats corrects et transparents.

Quelles sont les propositions concrètes de la CREG en ce qui concerne la redevance fixe?

Enfin, la CREG défend les achats trimestriels, mais selon l’intervenant, ces derniers présentent tout de même un risque de prix plus élevé (approche “quarter ahead” contre “day ahead”).

M. Willem-Frederik Schiltz (Open Vld) fait remarquer qu’un libéral est favorable au marché libre et est donc opposé à un blocage des prix. Il plaide pour une formule transparente de fixation des prix afin que le consommateur sache à quoi s’attendre: les produits non transparents sont d’ailleurs surtout proposés par les grands fournisseurs.

Il ajoute que le blocage des prix est non une fin en soi mais une façon d’activer les clients — c’est-à-dire de leur permettre de partir à la recherche d’une alternative et de comparer les prix de différents produits.

La CREG pourrait-elle déjà donner une idée des critères applicables aux paramètres d’indexation? L’adaptation des paramètres entraînera-t-elle une diminution des prix ou doit-on au contraire s’attendre à une augmentation après 9 mois de blocage?

Les propositions d’activation des clients dormants (“sleepers”) émises par Eneco pourraient également être mises en oeuvre par le régulateur, qui pourrait par exemple se charger de la diffusion d’informations. D’autres mesures sont-elles encore envisageables?

La CREG mise du reste énormément sur les achats groupés. L’intervenant fait observer que le succès de cette formule n’est pas garanti. Il relève en outre qu’une fois de plus, c’est au gestionnaire du réseau de distribution que l’on confie l’organisation de ces achats groupés.

De heer Frank Wilrycx (Open Vld) stelt op zijn beurt vast dat de CREG vertrekt van het “Energy Plus”-contract, dat echter 25 à 30 % duurder is dan wat op de markt verkrijgbaar is en hierop zijn dan alle conclusies van de studie gebaseerd.

Verder pleit de CREG voor groepsaankopen, maar dan via de openbare dienstverplichtingen van de DNB, hetgeen (weer) kostenverhogend zal werken (moeten worden doorgerekend aan de klanten).

De prijsblokkering is eveneens een conclusie uit de CREG-studie, maar spreker pleit ervoor dat het KB met de criteria voor de indexeringsparameters zo snel mogelijk wordt gepubliceerd, want nu reeds zijn er leveranciers op de markt met goede en transparante contracten.

Welke zijn de concrete CREG-voorstellen m.b.t. de vaste vergoeding?

Tenslotte verdedigt de CREG de kwartaalaankopen, maar volgens spreker geeft dit toch een groter prijsrisico (benadering “quarter ahead” t.o.v. “day ahead”).

De heer Willem-Frederik Schiltz (Open Vld) merkt op dat een liberaal voorstander is van de vrije markt en dus niet van een prijsblokkering. Hij pleit voor een transparante prijszettingsformule zodat de consument weet wat hem te wachten staat: de niet-transparante producten worden trouwens vooral aangeboden door de grote leveranciers.

Hij voegt eraan toe dat de prijsblokkering geen doel op zich is maar moet toelaten de klanten te activeren, zodat ze op zoek kunnen gaan en de prijzen van verschillende producten kunnen vergelijken.

Kan de CREG verder reeds een idee geven van de criteria voor de indexeringsparameters? Zullen de aangepaste parameters leiden tot een prijsverlaging of zal men na 9 maanden blokkering eerder een prijsopstoot meemaken?

De voorstellen van Eneco om slapende klanten (“sleepers”) te activeren kunnen ook door de regulator worden uitgevoerd, bijvoorbeeld informatie rondsturen. Zijn er daarnaast andere maatregelen denkbaar?

De CREG zet overigens wel erg zwaar in op groepsaankopen. Dit lijkt spreker toch niet zo vanzelfsprekend en bovendien wordt dit weer eens toevertrouwd aan de DNB.

Le membre conclut son intervention en constatant que l'urgence se situe non au niveau du blocage des prix, mais bien au niveau de la mise à disposition de la capacité nucléaire: la CREG a-t-elle déjà des idées en la matière?

Mme Leen Dierick (CD&V) demande également à la CREG quels sont les paramètres d'indexation qui ne seront plus autorisés et quels seront les (nouveaux) critères autorisés. L'indemnité forfaitaire sera-t-elle maintenue? Comment la transparence des paramètres sera-t-elle garantie?

En ce qui concerne la Febeg, l'intervenante relève que d'après la CREG, l'indemnité forfaitaire manque de transparence: comment celle-ci est-elle calculée et pourquoi les différences entre fournisseurs sont-elles si importantes? De quelle manière les consommateurs seront-ils incités à changer (encore davantage) de fournisseur?

Réponses des orateurs

M. Guido Camps, directeur de la CREG, précise avant tout que la CREG a choisi le contrat "EnergyPlus" de la S.A. Electrabel Costumer Solutions (ECS), car il s'agit d'un contrat standard du plus grand acteur du marché. Il aurait été impossible d'examiner tous les contrats dans les délais impartis.

À l'intention plus particulière de M. Bert Wollants, l'orateur souligne qu'il faut observer une certaine rigueur lorsqu'il s'agit de comparer les tarifs en vigueur aux Pays-Bas et en Belgique. Il n'a pas connaissance d'une différence de prix de 8,5 % et il ignore les critères pris en considération par le membre. Il lui garantit cependant que la qualité de l'étude réalisée pour la CREG par *Frontier Economics*, qui compare les prix avec l'étranger, a été validée par les régulateurs d'énergie des pays voisins (cf. *FRONTIER ECONOMICS, "International comparison of electricity and gas prices for households – Final report on a study prepared for the CREG"*, 2011, 146 p.; http://www.creg.be/pdf/NewsOnly/111026-Frontier_Economics-International_Comp_HH_Energy_Prices.pdf). Certes, une étude portant sur un plus grand nombre de contrats aurait sans aucun doute permis d'établir davantage de comparaisons. L'étude en question dresse toutefois un tableau aussi représentatif que possible de la situation qui prévaut en Belgique par rapport à celle de ses voisins.

En ce qui concerne les changements de fournisseurs, l'orateur considère que, durant le gel annoncé, l'accent sera mis sur les fournisseurs qui offrent un prix inférieur.

Spreker besluit dat niet de prijsblokkering dringend is, maar wel het beschikbaar stellen van de nucleaire capaciteit: heeft de CREG hieromtrent reeds ideeën?

Mevrouw Leen Dierick (CD&V) wenst eveneens te vernemen van de CREG welke indexeringsparameters niet meer zullen worden toegelaten en welke de (nieuwe) toegelaten criteria zullen zijn? Zal de vaste vergoeding worden behouden? Hoe zal de transparantie van de parameters worden gewaarborgd?

T.a.v. Febeg stelt spreker dat volgens de CREG de vaste vergoeding niet transparant is: hoe wordt deze berekend en waarom zijn de verschillen tussen de leveranciers zo groot? Op welke manier zullen de consumenten worden gesensibiliseerd om (nog meer) te veranderen van leverancier?

Antwoorden van de sprekers

De heer Guido Camps, directeur van de CREG, stipt allereerst aan dat de CREG het contract "EnergyPlus" van de N.V. Electrabel Costumer Solutions (ECS) gekozen heeft, op grond van het feit dat het een standaardovereenkomst van de grootste marktspeeler betreft. Alle contracten onderzoeken binnen de beperkte tijdsspanne ware een onmogelijke opgave geweest.

Meer in het bijzonder ter attentie van de heer Bert Wollants onderstreept de spreker de noodzaak om zich aan een zekere striktheid te houden wanneer men de geldende tarieven in Nederland en België met elkaar wil vergelijken. Hij heeft geen kennis van een prijsverschil van 8,5 procent, en de criteria, die het lid in aanmerking heeft genomen, zijn hem niet bekend. Wel drukt hij hem op het hart dat de degelijkheid van de studie van *Frontier Economics* voor de CREG, waarin de prijzen met het buitenland worden vergeleken, door de energie-regulatoren in de omliggende landen werd gevalideerd (cf. *FRONTIER ECONOMICS, "International comparison of electricity and gas prices for households – Final report on a study prepared for the CREG"*, 2011, 146 p.; http://www.creg.be/pdf/NewsOnly/111026-Frontier_Economics-International_Comp_HH_Energy_Prices.pdf). Dit neemt niet weg dat een onderzoek, dat een groter aantal contracten zou hebben opgenomen, ongetwijfeld meer vergelijkingen zou hebben opgeleverd. Toch geeft de bewuste studie het meest representatieve beeld van de algemene situatie in België tegenover de buurlanden.

Inzake leverancierwissels denkt de spreker dat tijdens de aangekondigde bevrozing de nadruk zal worden gelegd op leveranciers, die een lagere prijs aanbieden.

Il faut dès lors considérer cette mesure comme un plafonnement et non comme un blocage des prix. Une réduction du prix et le passage à une entreprise plus attractive ne sont pas exclus.

Le risque d'actions en dommage-intérêts, qui, comme ce fut le cas en Espagne, pourraient résulter d'un gel des prix, n'a pas été étudié en détail, mais il convient de noter que ces actions étaient dirigées contre les producteurs de ce pays, plus que contre les fournisseurs.

Un certain nombre de membres se demandent ce qu'il adviendra si les fournisseurs enregistrent des pertes à la fin de la période. Il doit quand même être clair pour tout le monde que le prix du marché du gaz aux bourses de Zeebruges, des Pays-Bas ou du Royaume-Uni est d'environ 24 euros par mégawatt-heure, alors qu'il est facturé à 40 euros. Avec de telles marges, il faudrait des événements très exceptionnels pour que les fournisseurs enregistrent des pertes en raison d'un blocage des prix, et ce risque semble plutôt limité. Le prix moyen facturé en 2011 pour l'énergie a été de 40,19 euros par mégawatt-heure; la marge fluctue entre 12 et 14 euros par mégawatt-heure. C'est pour ces raisons qu'aucun critère prenant en compte d'éventuelles situations déficitaires n'a été élaboré. Le prix de 24 euros par mégawatt-heure est stable depuis longtemps déjà.

La durée de neuf mois correspond à l'estimation au début de l'étude. Début janvier 2011, cela paraissait un délai raisonnable pour réunir les informations nécessaires et procéder à l'évaluation en vue de l'élaboration d'une formule de prix plus adéquate. Dans l'intervalle, il semble que le processus pourra se dérouler beaucoup plus rapidement qu'initialement prévu. La CREG a acquis une bonne connaissance des formules existantes de prix variables de l'énergie (une soixantaine pour l'électricité, soixante pour le gaz). La proposition d'arrêt royal peut être formalisée en moins de deux semaines. La pratique montre que le secrétaire d'État a d'ordinaire besoin d'un certain temps pour discuter ensuite de la proposition avec les acteurs du marché. Si l'on travaille à un rythme soutenu, le dossier peut être clôturé en trois mois.

L'orateur souscrit à la remarque de M. Kristof Calvo selon laquelle les nouveaux concurrents sur le marché — comme la SA Lampiris, la SA Octa+ Energie, et Eneco Belgique BV — sont beaucoup plus performants que les acteurs historiques. Les consommateurs peuvent réaliser des économies sur leurs dépenses en devenant simplement clients d'un de ces trois fournisseurs. Le premier des trois est déjà en train de faire ses preuves, mais rien n'indique que les deux autres ne peuvent en faire autant.

Daarom moet men die maatregel beschouwen als een maximalisering van de prijs, en niet als een prijsblokkering. Een verlaging van de prijs en het overstappen naar een aantrekkelijker bedrijf zijn niet uitgesloten.

De mogelijke schadeclaims, die zoals in Spanje uit een bevrozing zouden kunnen voortvloeien, werden niet in detail bestudeerd, maar opgemerkt moet worden dat zij gericht waren tegen de producenten in dat land, en niet zozeer tegen de leveranciers.

Een aantal leden vraagt zich af wat er zal gebeuren, indien de leveranciers verliezen zouden boeken op het einde van de periode. Het moet toch eens voor iedereen duidelijk worden dat de marktprijs voor gas op de beurzen in Zeebrugge, Nederland of in het Verenigd Koninkrijk in 2012 ongeveer 24 euro per megawattuur bedraagt, terwijl hij voor 40 euro wordt gefactureerd. Opdat de leveranciers door een prijsblokkering verlies zouden lijden bij dergelijke marges, moeten zich wel bijzonder eigenaardige gebeurtenissen voordoen, maar het risico lijkt veeleer beperkt. De gemiddelde prijs die in 2011 voor energie werd aangerekend, bedroeg 40,19 euro per megawattuur; de marge fluctueert tussen de 12 en 14 euro per megawattuur. Om die redenen werden ook geen criteria uitgewerkt, die rekening houden met eventuele verlieslatende situaties. De prijs van 24 euro per megawattuur is reeds geruime tijd stabiel.

De duur van negen maanden komt overeen met de inschatting bij de aanvang van de studie. Begin januari 2011 leek dit een redelijke termijn, om de nodige informatie te vergaren en de evaluatie uit te voeren met het oog op de uitwerking van een adequatere prijsformule. Inmiddels ziet het ernaar uit dat het proces veel sneller zal kunnen verlopen dan aanvankelijk werd vermoed. De CREG heeft een goed inzicht verworven in de bestaande variabele energieprijformules (een zestigtal voor elektriciteit, zestig voor gas). Het voorstel van koninklijk besluit kan in minder dan twee weken worden geformaliseerd. De praktijk wijst aan dat de staatssecretaris veelal wel enige tijd nodig heeft om nadien het voorstel te bespreken met de spelers op de markt. Mits goed wordt doorgewerkt, kan de zaak in drie maanden worden afgehandeld.

De spreker is het eens met de opmerking van de heer Kristof Calvo volgens welke de nieuwe concurrenten op de markt — zoals de NV Lampiris, de NV Octa+ Energie, en Eneco België BV — veel performanter zijn dan de historische spelers. Consumenten kunnen op hun uitgaven besparen door eenvoudig naar een van deze drie leveranciers over te stappen. De eerste van de drie is zichzelf reeds aan het bewijzen, maar niets wijst erop dat de twee andere het niet kunnen waarmaken.

On pourrait éventuellement objecter en soulignant l'importance des contrats, qui suivent le prix du pétrole. Mais est-il si évident de faire supporter le risque par le consommateur? Un marché libéralisé peut offrir une réponse à ce problème. Si tous les consommateurs quittaient la SA Electrabel Costumer Solutions en faveur de ses concurrents, ils seraient approvisionnés au prix du marché du gaz, qui n'est pas influencé par le prix du pétrole. Autrement dit, l'argument de l'indexation automatique du prix du gaz, parce qu'il serait lié au prix du pétrole, est peu convaincant. On peut même se demander s'il s'agit vraiment d'un argument...

En ce qui concerne la taxe nucléaire, le comité de direction de la CREG estime que le montant de 550 millions d'euros est suffisant. D'autres estiment que les autorités pourraient percevoir 1,2 milliard d'euros. Ce n'est pas l'avis de tout le monde, de sorte que les opinions diffèrent. Tant que l'avantage structurel de coût restera aussi important et qu'il n'y aura pas de nouveaux acteurs sur le marché, il y aura peu de concurrence au niveau de la production.

En ce qui concerne la mise à disposition de la capacité nucléaire, la CREG n'a pas encore été consultée. Le partage de cette capacité donnera sans doute lieu à de nombreuses discussions. Dix pour cent correspond à 600 megawatts. La première question qui se posera à cet égard est de savoir si ECS en fera partie. La possibilité existe éventuellement de déplacer la marge du producteur au fournisseur; il conviendra alors de déterminer quelle marge le fournisseur gardera pour lui et combien ira au consommateur. En principe, le fournisseur aura plus de marge de manœuvre pour être concurrentiel et proposer de meilleurs prix, mais cela dépendra des modalités associées à la mise à disposition.

Sur le plan des critères qui seront élaborés par la CREG en vue d'établir la formule de calcul du prix de l'électricité, "le nettoyage des paramètres" est la bonne expression. Dans certains cas, les formules tarifaires actuelles frisent la folie et ne sont compréhensibles par aucun consommateur. Il serait difficile de trouver cent personnes en Belgique capables de les déchiffrer. La CREG proposera des simplifications. Un fournisseur doit également se baser sur des indices de fournisseur, et non sur des indices reflétant un coût de production. La CREG plaide également en faveur de l'utilisation d'indices de marché (formules tarifaires "gas to gas"): lier l'indexation au prix du pétrole n'est pas pertinent. Il existe certes un problème en ce qui concerne l'accessibilité de l'information, car certaines publications coûtent en effet des milliers d'euros (de 7 000 à 30 000 euros par an pour un abonnement).

Men zou eventueel het belang kunnen opwerpen van de contracten, die de aardolieprijs volgen. Maar is het dan zo evident om het risico ten laste van de consument te leggen? Een vrijgemaakte markt kan een antwoord bieden. Indien alle consumenten de NV Electrabel Costumer Solutions zouden verlaten ten voordele van de concurrenten, dan zullen zij worden bevoorradad aan gasmarktprijzen, die niet worden beïnvloed door aardolieprijzen. Met andere woorden, het argument van de automatische indexering van de gasprijs, omdat hij gekoppeld zou zijn aan de aardolieprijs, is weinig overtuigend. Men kan zich zelfs afvragen, of het *überhaupt* een argument is...

Wat de nucleaire heffing betreft, oordeelt dat het directiecomité van de CREG dat het bedrag van 550 miljoen euro voldoende is. Anderen menen dat de overheid 1,2 miljard euro zou kunnen innen. Dat is niet de opvatting van iedereen, zodat de meningen uiteenlopen. Zolang het structurele kostenprijzvoordeel zo groot blijft en er geen nieuwe spelers tot de markt toetreden, zal weinig concurrentie op productieniveau tot stand komen.

Over de terbeschikkingstelling van de nucleaire capaciteit is de CREG nog niet geconsulteerd. De verdeling van die capaciteit zal allicht tot heel wat discussie leiden. Tien procent komt overeen met 600 megawatt. De eerste vraag die daarbij zal rijzen is of ECS daarvan deel uitmaakt. De mogelijkheid bestaat eventueel om de marge te verschuiven van producent naar leverancier, waarbij dan moet worden bepaald welke marge de leverancier voor zich zal houden, en hoeveel naar de consument gaat. In principe zal de leverancier meer ademruimte krijgen om concurrentieel te zijn en betere prijzen aan te bieden, maar dat zal afhangen van de modaliteiten waarmee de terbeschikkingstelling zal gepaard gaan.

Op het vlak van de criteria die de CREG zal uitwerken met het oog op de berekeningsformule voor de elektriciteitsprijs is het "uitkuisen van de parameters" de juiste uitdrukking. De huidige tariefformules grenzen in sommige gevallen aan het waanzinnige en zijn voor geen enkele consument begrijpelijk. Men vindt met moeite honderd personen in België die ze wel zouden kunnen doorgronden. De CREG zal vereenvoudigingen voorstellen. Een leverancier moet zich ook op leveranciersindexen baseren, en niet op indexen die een productiekost weergeven. De CREG pleit voorts nog voor het gebruik van marktindexen ("gas to gas" tariefformules): de indexatie koppelen aan de aardolieprijzen is niet pertinent. Er bestaat weliswaar een probleem in verband met de toegankelijkheid van de informatie, want sommige publicaties kosten immers duizenden euro's (van 7 000 tot 30 000 euro per jaar voor een

Cela n'a donc aucun sens de publier des informations qui demeurent cachées.

En ce qui concerne la question de M. David Clarinval au sujet des observations d'ordre méthodologique de la Fédération belge des entreprises électriques et gazières (FEBEG), l'orateur répond qu'elles sont très classiques: les comparaisons ne sont pas parfaites. La CREG en a conscience et le reconnaît. C'est ainsi que l'*Opérateur des réseaux gaz et électricité* (ORES) a formulé de nombreux commentaires au sujet de l'étude comparative de la CREG, qui manquait de précision, auxquels la CREG a réagi en détail. C'est sciemment et sans préjugés que la GREC ne retient pas la situation la plus avantageuse ni la plus désavantageuse sur le marché tant en Belgique qu'à l'étranger.

Pour ce qui est de l'économie de 200 euros, le consommateur pourrait la réaliser sans peine s'il choisissait l'un des trois concurrents précités comme fournisseur.

Au sujet des restrictions techniques, évoquées par Mme Ann Vanhese, l'orateur estime que la capacité d'entrée pour garantir l'approvisionnement des consommateurs belges est largement suffisante, s'il se fait via les Pays-Bas, Zeebrugge, voire même Eynatten. C'est ainsi que Fluxys a fait oeuvre utile en ce qui concerne l'approvisionnement de l'Allemagne et de la France au cours des mois écoulés.

À propos des fournisseurs ayant des clients sociaux, la CREG estime qu'ils constituent une source de revenus stable et lucrative, si bien qu'il n'y a pas lieu de prévoir de compensation.

Quant à l'organisation des achats groupés par les gestionnaires de réseau de distribution, l'orateur soutient qu'ils possèdent un niveau d'expertise satisfaisant. En cas de changement, le rendement pourrait se révéler très élevé pour le consommateur.

À l'attention de Mme Karine Lalieux, l'orateur ajoute qu'en Belgique, le nombre de personnes bénéficiant de ce tarif social, dont l'octroi est fonction du statut de la personne (veuf, orphelin, handicapé, ...) est proportionnellement plus élevé qu'en France ou au Royaume-Uni, où les conditions sont liées au revenu. Même s'il n'appartient pas à la CREG de définir une politique sociale, ces faits méritent d'être soulignés.

En réplique à l'intervention de M. Frank Wilrycx, l'orateur précise qu'il est inexact que les conclusions de l'étude se basent *entièrement* sur les contrats "*EnergyPlus*". Cela n'est vrai que pour la composante énergé-

abonnement). De la publication d'information qui est verborgen blijft heeft dus geen zin.

Wat de vraag van de heer David Clarinval betreft met betrekking tot de methodologische opmerkingen van de Federatie van de Belgische Elektriciteits- en Gasbedrijven (FEBEG), antwoordt de spreker dat ze heel klassiek zijn: de vergelijkingen zijn niet perfect. De CREG beseft dat en geeft dat ook toe. Zo had de *Opérateur des réseaux gaz et électricité* (ORES) heel wat commentaar ten aanzien van de vergelijkende studie van de CREG, die niet nauwkeurig genoeg was, waarop de CREG uitgebreid is ingegaan. De CREG kiest bewust en zonder vooroordeel noch de meest voordelige, noch de meest nadelige situatie op de markt zowel in België als in het buitenland.

Wat de besparing van tweehonderd euro aangaat, kan de consument die moeiteloos realiseren, indien hij als leverancier een van de drie eerder genoemde concurrenten zou kiezen.

Omtrent de technische beperkingen, die door mevrouw Ann Vanhese werden aangehaald, meent de spreker dat de ingangscapaciteit om de bevoorrading van de Belgische consumenten te verzekeren, ruim voldoende is, indien zij via Nederland, Zeebrugge of zelfs Eynatten verloopt. Zo bijvoorbeeld heeft Fluxys nuttig werk geleverd bij de bevoorrading van Duitsland en Frankrijk in de afgelopen maanden.

Ten aanzien van leveranciers met sociale klanten, stelt de CREG dat zij een stabiele en lucratieve bron van inkomsten zijn, zodat compensatie niet aan de orde is.

Rond de organisatie van groepsaankopen door distributienetbeheerders, voert de spreker aan dat zij een bevredigend expertiseniveau bezitten. Het rendement voor de consument zou zeer hoog kunnen oplopen bij een overschakeling.

Ter attentie van mevrouw Karine Lalieux voegt de spreker daar nog aan toe, dat relatief gezien veel meer mensen in België voor dit sociaal tarief in aanmerking komen, waar de toekenning samenhangt met het statuut van de persoon (weduwe, wees, gehandicapte, ...), dan in Frankrijk of het Verenigd Koninkrijk, waar de voorwaarden afhangen van de inkomsten. Ofschoon het niet aan de CREG toekomt om een sociaal beleid uit te tekenen, zijn deze feiten vermeldenswaard.

In replek op de tussenkomst van de heer Frank Wilrycx ontkent de spreker dat *alle* conclusies van de studie gebaseerd zijn op de contracten "*EnergyPlus*". Dit klopt alleen voor de energiecomponent. Voor het overige is de

tique. Il convient pour le surplus de préciser que, bien qu'exacte en théorie, l'observation du membre relative aux adaptations trimestrielles n'a pas encore été confirmée dans la pratique. Les adaptations trimestrielles généreraient une prime de risque plus élevée que les achats "day ahead", mais on constate en réalité que les contrats à prix forfaitaire (dont la durée de validité est parfois d'un an) sont plus avantageux que les autres. La pratique ne confirme pas la théorie.

En ce qui concerne l'indemnité forfaitaire, la CREG acceptera la réflexivité des coûts. Pour ce qui est de la composante énergétique, il est souhaitable de se fonder sur les indices de marché relatifs au gaz ou à l'électricité. Il faut de manière générale offrir des informations transparentes, claires, simples et accessibles.

La question posée par M. Willem-Frederik Schiltz touche à l'essentiel des objectifs de l'arrêté royal, à savoir la comparabilité. Le consommateur doit pouvoir faire son choix sans être à même de comprendre des formules. Le but de la libéralisation n'est pas de générer des formules compliquées comme celle d'ECS. Il est temps de penser aux besoins des consommateurs.

L'orateur n'est pas opposé à la diffusion de publicité radiophonique pour activer les "clients dormants". Il ne souscrit toutefois pas au point de vue concernant les achats groupés. En effet, la procédure d'achats groupés peut également être un moyen de sensibiliser les clients dormants. Acheter de l'électricité et du gaz est moins facile qu'il n'y paraît. Des achats groupés bien organisés pourraient dès lors avoir une valeur ajoutée, précisément parce qu'ils ont la capacité de réveiller les "clients dormants".

L'orateur a déjà répondu aux questions de Mme Leen Dierick. Il précise encore que la FEBEG exprime le point de vue de la fédération, pour autant que les membres de celle-ci partagent tous une même vision. Elle ne se prononce pas en l'absence de consensus.

M. Jan Herremans, directeur général de la FEBEG, confirme que sa fédération défend les intérêts communs des entreprises qui y sont affiliées. La fixation des prix ne relève pas de ses compétences et la fédération ne peut pas s'exprimer à propos de la fixation de la rémunération fixe dans chaque entreprise. Outre qu'elle n'en est pas informée, elle ne souhaiterait pas l'être, ne fût-ce qu'en raison de la législation sur la concurrence.

En ce qui concerne le projet d'ajustement des formules tarifaires, on donne l'illusion que, subitement, tout le monde comprendra parfaitement les 60 futures formules pour l'électricité et les 61 futures formules

opmerking van het lid aangaande de kwartaalaanpassingen theoretisch juist, maar zij werd in de praktijk nog niet bevestigd. Kwartaalaanpassingen zouden voor een hogere risicopremie zorgen dan "day ahead-aankopen", maar in de realiteit blijkt dat prijscontracten met vaste prijzen (die soms voor een jaar geldig zijn) voordeliger zijn dan de andere. De praktijk bevestigt de theorie niet.

Inzake vaste vergoeding zal de CREG kostenreflectiviteit aanvaarden. Voor de energiecomponent is het wenselijk zich te baseren op marktindexen, die met gas of elektriciteit te maken hebben. Algemeen genomen moet transparante, duidelijke, eenvoudige en toegankelijke informatie worden geboden.

De vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz behelst de kern van de doelstellingen van het koninklijk besluit, dat de vergelijkbaarheid beoogt. Het is niet vereist dat de consument formules begrijpt om een keuze te bepalen. De bedoeling van de liberalisering is niet te komen tot een ingewikkelde formule, zoals die van ECS. Het wordt tijd om aan de behoeften van de consumenten te denken.

Om de "slapende klanten" te activeren, heeft de spreker geen bezwaar om radioreclame in te zetten. Hij treedt zijn standpunt over groepsaankopen echter niet bij. Slapende klanten kunnen namelijk ook worden gesensibiliseerd door middel van een procedure van groepsaankopen. Elektriciteit en gas aankopen is moeilijker dan menigeen zou denken, zodat goed georganiseerde groepsaankopen toegevoegde waarde kunnen bieden, precies om de "slapende klanten" wakker te maken.

De vragen van mevrouw Leen Dierick heeft de spreker reeds beantwoord. Hij preciseert nog dat FEBEG het standpunt van de federatie vertolkt, voor zover haar leden unaniem een bepaalde visie delen. Ontbreekt de consensus, dan drukt zij zich niet uit.

De heer Jan Herremans, directeur-generaal bij FEBEG, bevestigt dat de federatie de gemeenschappelijke belangen van de geaffilieerde bedrijven behartigt. De prijsvorming ligt buiten haar bevoegdheid en over de bepaling van de vaste vergoeding in elk bedrijf kan de federatie zich niet uitlaten. Niet alleen is zij daarover niet geïnformeerd, ze zou het niet eens verlangen, al was het maar uit aanmerking van de mededingingswetgeving.

Wat de geplande aanpassing van de tariefformules betreft, wordt de illusie gewekt dat de toekomstige zestig formules voor elektriciteit en eenenzestig voor gas plotseling door iedereen perfect zullen worden begrepen.

pour le gaz. Or ce rêve sera très difficile à réaliser. En effet, ce secteur est assez complexe et sensible à de nombreux facteurs qui ne sont pas sans influence sur la fixation des prix. Il va de soi qu'il est judicieux d'informer correctement les clients. Cependant, l'orateur souligne que des efforts ont déjà été faits grâce aux modules de comparaison des prix des différents régulateurs et de l'organisation de consommateurs Test-Achats. À l'heure actuelle, le client peut déterminer quel fournisseur propose les conditions les plus favorables en fonction de son profil. Il n'empêche que des mesures supplémentaires sont les bienvenues.

La transparence du marché induite par les modules accroît la concurrence. Cependant, il ne serait pas judicieux d'imposer des règles qui effraieraient les nouveaux acteurs, voire bloqueraient l'accès au marché belge. Or, c'est ce que fera la législation en préparation. Telle ne peut pas être l'intention des responsables politiques.

Les comparaisons internationales figurant dans l'étude de *Frontier Economics* — réalisée à la demande du conseil général de la CREG, où Test-Achats et la FEBEG sont également représentés — ne s'appuient pas seulement sur un tarif unique d'une seule entreprise belge. L'offre est examinée dans les trois régions (Région flamande, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale) et prend également en compte le tarif social. L'orateur renvoie à la page 29 de cette étude pour les détails (voir plus haut). Cette étude indique qu'elle prend en considération l'offre la plus courante et la plus intéressante des acteurs établis, ainsi que le meilleur tarif d'un autre fournisseur détenant la part de marché qui suit immédiatement. Concernant ce dernier point, l'orateur fait observer qu'il a été opté pour l'offre la plus élevée et non pour la meilleure offre.

L'orateur souligne par ailleurs la spécificité du marché belge, qui est caractérisé par des coûts plus élevés qu'ailleurs.

La FEBEG n'est pas opposée aux tarifs sociaux, mais ceux-ci ont évidemment un impact sur les prix. De même, l'octroi automatique de ces tarifs à toute personne susceptible d'en bénéficier, mesure à la suite de laquelle le nombre de bénéficiaires a augmenté de cent mille unités, contribue à déterminer le coût pour les consommateurs, dès lors que ce sont eux, et non l'État, qui financent le tarif social. Il ne faut perdre cet élément de vue lorsque l'on compare nos tarifs à ceux pratiqués à l'étranger, et, en particulier, chez nos voisins.

En ce qui concerne l'indemnité de rupture, l'orateur fait observer qu'elle était prévue dans un code de

Deze droom zal erg moeilijk te realiseren zijn. De sector is namelijk vrij complex en voor veel factoren gevoelig die voor de prijsvorming niet zonder belang zijn. Uiteraard is een correcte informatie van de klant opportuun, maar de spreker wijst erop dat er reeds inspanningen zijn geleverd met de prijsvergelijkingsmodules van de verschillende regulatoren en de verbruikersorganisatie Test-Aankoop. Een klant kan tegenwoordig nagaan welke leverancier in het licht van zijn profiel de gunstigste voorwaarden aanbiedt. Dat neemt niet weg dat bijkomende maatregelen welkom zijn.

De transparantie van de markt, die dankzij de modules ontstaat, verhoogt de concurrentie. Maar het zou onwijs zijn om regels op te leggen, die nieuwe spelers gaan afschrikken of de toetreding tot de Belgische markt zelfs versperren — wat het geval is met de wetgeving die wordt voorbereid. Dit kan de bedoeling niet zijn van de beleidsverantwoordelijken.

De internationale vergelijkingen in de studie van *Frontier Economics* — op vraag van de algemene raad van de CREG, waarin ook Test-Aankoop en FEBEG vertegenwoordigd zijn — zijn niet uitsluitend gebaseerd op een enkel tarief van een enkel bedrijf in België. Het aanbod wordt bekeken in de drie gewesten (het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en dat aanbod neemt overigens ook het sociaal tarief in beschouwing. De spreker verwijst naar pagina 29 van de studie voor de details (*supra*). De studie geeft aan dat het meest gangbare en het beste aanbod van de gevestigde spelers in aanmerking wordt genomen, alsook het beste tarief van een andere leverancier met het onmiddellijk daarop volgende marktaandeel. Wat dit laatste betreft, merkt de spreker op dat het hoogste en niet het beste aanbod werd gekozen.

Verder wijst de spreker op de specificiteit van de Belgische markt, die gekenmerkt wordt door hogere kosten dan elders.

FEBEG is niet gekant tegen sociale tarieven, maar dat heeft uiteraard een weerslag op de prijzen. De automatische toekenning van die tarieven aan al wie in aanmerking komt, waardoor het aantal gerechtigden met honderdduizend personen is toegenomen, bepaalt ook nog eens het kostenplaatje voor de consumenten, omdat het sociaal tarief niet door de Staat wordt gefinancierd, maar door de verbruikers. Dit element mag niet over het hoofd worden gezien, wanneer de vergelijking met de tarieven in het buitenland wordt gemaakt, in het bijzonder in de buurlanden.

Wat de verbrekingsvergoeding betreft, noteert de spreker dat zij was opgenomen in een gedragscode. De

conduite. Sa justification est à chercher dans le fait que le fournisseur a des frais lorsqu'un client passe chez un autre fournisseur, étant donné qu'il a acheté de l'énergie pour la durée du contrat avec son client. La suppression de l'indemnité de rupture en vue de favoriser la mobilité des clients sur le marché accroît le risque financier du fournisseur, et ce risque sera répercuté dans le prix payé par le client: il n'y a pas de miracle.

En conclusion, la FEBEG est curieuse de voir quelles seront les propositions de la CREG concernant les paramètres intervenant dans les formules d'indexation, et elle espère être invitée par le régulateur afin de collaborer avec lui dans un esprit constructif, de manière à parvenir le plus rapidement possible à un accord et à mettre fin au gel des prix, ce qui permettrait à nouveau d'appliquer une indexation trimestrielle.

M. Christophe Degrez, président du conseil d'administration d'Eneco Holding BV, se réjouit que l'on reconnaisse unanimement la nécessité pour les clients de se tourner vers la concurrence. Il ne se fait donc pas de soucis pour l'avenir de son entreprise. Par ailleurs, du point de vue administratif, la question du nombre de clients qui changent de fournisseur est sans importance. Qu'il y en ait un, 50 000 ou 200 000, les procédures restent toujours les mêmes. L'objectif d'*Eneco Belgique* est de se constituer, d'ici 2016, une clientèle de 200 abonnés et de prendre définitivement pied sur le marché.

Avant de répondre aux questions individuelles, l'orateur précise qu'il s'exprime au nom de l'entreprise énergétique qu'il représente, et non de son adhésion à la FEBEG.

En réponse à l'intervention de M. Bert Wollants, l'orateur martèle qu'il est temps que "les dormeurs se réveillent". Il se dit favorable à la suppression complète de l'indemnité de rupture afin d'encourager la mobilité. L'orateur constate qu'après huit ans de libéralisation, en Région flamande, moins de vingt pour cent des consommateurs ont changé de fournisseur.

À l'intention de M. Willem-Frederik Schiltz, il reconnaît que le régulateur (au niveau fédéral ou au niveau régional) peut fixer les conditions de la communication, dès lors que le législateur a statué sur la forme que doit revêtir une campagne de communication.

L'orateur préconise la transparence sur le marché, de manière à favoriser les comparaisons tarifaires. Par ailleurs, les autorités devraient également pouvoir imposer des normes en matière d'octroi de réductions, compte

reden moet gezocht worden in het feit dat de leverancier kosten oploopt, wanneer een klant naar een andere overschakelt, omdat hij energie heeft aangekocht voor de duur van het contract met zijn klant. De afschaffing van de verbrekingsvergoeding om de mobiliteit van de klanten op de markt te bevorderen, verhoogt het financieel risico van de leverancier, dat uiteindelijk in de prijs voor de klant zal worden verrekend: mirakels bestaan niet.

Tot besluit is FEBEG nieuwsgierig naar de voorstellen van de CREG ten aanzien van de parameters in de indexeringsformules en zij hoopt door de regulator te worden uitgenodigd om op een constructieve manier met hem samen te werken, teneinde zo vlug mogelijk een overeenkomst te bereiken en de bevrozing te beëindigen, zodat een driemaandelijks indexering opnieuw mogelijk wordt.

De heer Christophe Degrez, bestuursvoorzitter bij Eneco Holding BV, verheugt zich over het feit dat unaniem de noodzaak voor de klanten wordt erkend om naar een concurrent over te stappen. Hij maakt zich dan ook geen zorgen voor de toekomst voor zijn bedrijf. Administratief maakt het daarenboven niet uit hoeveel mensen overschakelen. Of het er nu één, vijftigduizend, of tweehonderdduizend zijn, de procedures zijn steeds dezelfde. De doelstelling van *Eneco België* is om tegen 2016 een clientèle van tweehonderd abonnees te verwerven en zich permanent op de markt te vestigen.

Vooraleer op de vragen in te gaan, beklemtoont de spreker dat hij het woord voert namens het energiebedrijf dat hij vertegenwoordigt, en niet op grond van het lidmaatschap van FEBEG.

Antwoordend op de tussenkomst van de heer Bert Wollants hamert de spreker erop dat het voor de "slapers" tijd is om "wakker te worden". Hij zegt voorstander te zijn van de volledige afschaffing van de verbrekingsvergoeding, om de mobiliteit aan te moedigen. De spreker constateert dat na negen jaar liberalisering in het Vlaams Gewest minder dan twintig procent van de consumenten met een andere leverancier scheidt.

Ter attentie van de heer Willem-Frederik Schiltz erkent hij dat de regulator (op federaal niveau, dan wel gewestelijk niveau) de voorwaarden kan vastleggen van de communicatie, nadat de wetgever beslist heeft welke vorm een communicatiecampagne moet aannemen.

De spreker pleit voor transparantie op de markt, teneinde tarifiere vergelijkingen te bevorderen. De overheid zou daarnaast eveneens normen kunnen opleggen inzake de toekenning van kortingen, want er doet zich

tenu de la prolifération de produits et de réductions. Pour réduire le nombre de soixante formules, il est possible qu'une entreprise propose un produit "gaz" et un produit "électricité". Le législateur a un rôle déterminant à jouer en la matière.

Les sites comparatifs — par exemple, le site internet du régulateur flamand de l'électricité et du gaz (VREG) — comparent surtout les prix, mais les produits peuvent également être évalués selon d'autres critères. L'origine de l'énergie, par exemple, constitue un aspect essentiel, tout comme la qualité du service. Tout nouveau venu sur le marché doit en effet appliquer correctement certaines normes.

Le "V-test" de la VREG, mais aussi d'autres tests, doivent encore être améliorés. Ainsi, le V-test ne tient pas compte des fluctuations saisonnières dans la comparaison des prix variables, ce qui donne une image faussée par rapport aux prix fixes.

En ce qui concerne la composition de la structure tarifaire, l'orateur considère qu'une simplification est facile à réaliser. L'idée d'une indemnité fixe se base sur la facturation, par un fournisseur, des frais qui découlent des actes administratifs nécessaires pour le client (changement de fournisseur, facturation, relevé de compteurs, exclusion, déménagement, etc.). De nombreux fournisseurs réclament des indemnités fixes par client, d'autres par produit, sans aucune logique apparente.

L'orateur se réjouit que les mesures annoncées ne soient pas segmentées: les petits concurrents ne seront dès lors pas touchés plus durement que les grands acteurs. En tant que producteur et fournisseur, Eneco Holding N.V. risque d'être touchée deux fois.

En ce qui concerne la différence entre le prix de l'énergie en Belgique et aux Pays-Bas, l'orateur souligne que le choix d'"EnergyPlus" en tant que produit le plus répandu dans l'étude de la CREG devrait inciter les clients "dormants" à s'adresser à un autre fournisseur. Indépendamment de cela, le prix de gros est moins élevé en Belgique qu'aux Pays-Bas. L'étude aurait été différente si elle avait tenu compte d'entreprises souhaitant accorder des réductions aux consommateurs dans la perspective d'un marché lié.

L'orateur déplore la suppression tant de la dispense des obligations découlant de la Convention sur le climat que de la dénucléarisation, certainement à la lumière des ambitions européennes en matière d'énergie renouvelable, auxquelles souscrivent également les régions et l'État fédéral, de sorte que la consommation d'énergie verte produite sur le territoire national doit en fait être encouragée.

een wildgroei van producten en kortingen voor. Om de zestig formules te reduceren, is het mogelijk dat een bedrijf een product gas en een product elektriciteit zou aanbieden. De wetgever kan een bepalende rol spelen.

De vergelijkingssites — bijvoorbeeld de webstek van de Vlaamse Regulator van de Elektriciteits- en Gasmarkt (VREG) — nemen vooral de prijs in aanmerking, maar de producten kunnen ook ten aanzien van andere criteria aan elkaar worden getoetst. Zo is de herkomst van de energie een wezenlijk aspect, net zoals de kwaliteit van de dienstverlening. Elke nieuweling op de markt moet immers correcte standaarden halen.

De V-test van de VREG, maar ook andere testen, moeten nog worden verbeterd. Zo houdt de V-test van de VREG geen rekening met seizoensschommelingen bij een variabele prijsvergelijking, waardoor een vertekend beeld wordt gegeven *versus* de vaste prijzen.

Wat de samenstelling van de tarifaire structuur betreft, meent de spreker dat vereenvoudiging gemakkelijk kan worden bereikt. De gedachtegang van een vaste vergoeding rust op de aanrekening door een leverancier van de kosten die voortvloeien uit de noodzakelijke administratieve handelingen voor de klant (zoals "*inswitchen*", "*billen*", "*collecten*", "*droppen*", "*moven*", etc.). Heel wat leveranciers vragen vaste vergoedingen per klant, andere per product: de logica is zoek, lijkt het.

Het stemt de spreker tevreden, dat de aangekondigde maatregelen niet gesegmenteerd zijn, waardoor de kleine concurrenten niet harder zullen worden geraakt dan de grote spelers. Als producent en leverancier dreigt Eneco Holding N.V. tweemaal te worden getroffen.

Met betrekking tot het prijsverschil voor energie in België en Nederland voert de spreker aan dat de keuze van "EnergyPlus" als meest verspreide product in de studie van de CREG de slapers zou moeten aanporren om zich tot een andere leverancier te wenden. Los daarvan is de groothandelsprijs in België lager dan in Nederland. De studie zou er anders hebben uitgezien, indien zij bedrijven in aanmerking zou hebben genomen, die de consumenten reducties willen toestaan vanuit het perspectief van een gekoppelde markt.

De spreker betreurt de afschaffing van zowel de vrijstelling van de uit het Klimaatverdrag voortvloeiende plichten als de denuclearisatie, zeker in het licht van de Europese ambities rond hernieuwbare energie, die ook door de gewesten en de federale Staat worden onderschreven, zodat de consumptie van groene en op eigen bodem geproduceerde stroom eigenlijk dient te worden aangemoedigd.

Enfin, l'orateur se penche encore sur la situation d'une famille moyenne avec deux enfants. Si les dépenses d'énergie s'élèvent à deux mille euros sur une base annuelle, la famille consacre environ 1 350 euros au gaz et 650 euros à l'électricité. En l'absence de mesures ou d'un gel des prix, la réduction s'élève à vingt à vingt-cinq pour cent, ce qui correspond à quatre à cinq cent euros, montant considérablement plus élevé que les 117 ou 200 euros auxquels il est fait référence ici et là.

En ce qui concerne les achats groupés, l'orateur déclare qu'ils doivent être considérés comme une vente publique où les gens se présentent pour réduire leurs dépenses et obtenir de meilleurs prix de la part de fournisseurs qui ne seraient pas disposés à les proposer dans un marché atomisé. Il est toutefois dommage que ce soient toujours les mêmes clients qui se présentent. Même si l'on prétend que les achats groupés peuvent réveiller les clients dormants, la société anonyme représentée par l'orateur n'a encore rien remarqué de tel. Il en ressort qu'il est nécessaire de prendre encore de nombreuses mesures supplémentaires pour assainir le marché.

M. Peter Claes, représentant de la Federation of Belgian Industrial Energy Consumers (Febeliec), ne peut apporter de réponse toute faite à la question de M. Bert Wollants concernant l'avenir des contrats industriels.

Peut-être existe-t-il encore une majorité parmi les consommateurs industriels ayant encore foi dans le fonctionnement du marché. Une mesure positive, qui emporterait l'adhésion unanime, est le "*supply or explain*", impliquant que l'on contrôle sur le marché au comptant la manière dont à chaque instant les producteurs proposent leur capacité. C'est la seule façon d'arriver à un "*merit order*" correct (ordre des capacités à engager), qui est indiqué sur la courbe de la demande et qui doit conduire au juste prix sur le marché au comptant. Une telle évolution serait très encourageante.

En France, il s'est avéré possible d'atteindre un pic de 108 gigawatt-heure au cœur de l'hiver. Il serait intéressant de voir ce qu'il en reste en été. Si la même quantité peut toujours être proposée, il s'impose de vérifier les prix sur le marché spot. Dans un marché spot fonctionnant correctement, le marché forward suivra et le système commencera à fonctionner.

Il faut un certain courage pour mettre cela en place, même si une politique claire de la part des pouvoirs publics est également indispensable.

Tot slot buigt de spreker zich nog over de situatie van een doorsnee gezin met twee kinderen. Indien de uitgaven voor energie op jaarbasis tweeduizend euro bedragen, wordt ongeveer 1 350 euro aan gas besteed en 650 aan elektriciteit. Zonder enige maatregel of bevrozing van de prijzen bedraagt de reductie twintig tot vijftientwintig procent, wat overeenkomt met vier- tot vijfhonderd euro — aanzienlijk meer dan de 117 of 200 euro waaraan her en der wordt gerefereerd.

Over de groepsaankopen zegt de spreker dat zij moeten worden beschouwd als een veiling, waarop mensen zich aanbieden om hun uitgaven te verminderen en goedkopere prijzen te verkrijgen van leveranciers die in een geatomiseerde markt daartoe niet bereid zouden zijn. Jammer is wel dat men telkens dezelfde klanten aantreft. Beweerd wordt dat de groepsaankopen slapende klanten dan wel mogen losweken, de naamloze vennootschap, die de spreker vertegenwoordigt, heeft daarvan nog niets gemerkt. Daaruit mag blijken dat nog heel wat bijkomende maatregelen nodig zijn om de markt gezond te maken.

De heer Peter Claes, vertegenwoordiger van de Federation of Belgian Industrial Energy Consumers (Febeliec), heeft geen pasklaar antwoord op de vraag van de heer Bert Wollants met betrekking tot de toekomst van de industriële contracten.

Misschien bestaat er nog een meerderheid onder de industriële verbruikers, die nog in de marktwerking geloven. Een positieve maatregel, die iedereen zou goedkeuren, is "*supply or explain*", wat inhoudt dat in de spotmarkt wordt nagegaan hoe de producenten op elk moment hun capaciteit aanbieden. Dit is de enige manier om te komen tot een correcte "*merit order*" (rangorde van in te zetten capaciteit), die afgezet wordt op de vraagcurve en dan moet leiden tot een juiste spotprijs. Als de evolutie die kant uitgaat, zou dat erg bemoedigend zijn.

In Frankrijk bleek het doenbaar om een piek te trekken van 108 gigawattuur in het midden van de winter. Het zou interessant zijn om eens te bekijken wat daarvan overblijft tijdens de zomer. Als nog steeds diezelfde hoeveelheid kan worden aangeboden, moet men nagaan wat de spotprijzen zijn. In een goed functionerende spotmarkt volgt de forwardmarkt wel en dan zal het systeem beginnen te werken.

Het vergt enige moed om dit te realiseren, maar een duidelijk beleid van de overheid is eveneens noodzakelijk.

Réagissant à l'exposé de M. Jan Herremans et à sa critique à l'égard de *Frontier Economics*, l'orateur rappelle qu'il s'est adressé à la FEBEG afin de savoir si l'on pouvait examiner ensemble les prix pratiqués dans les quatre pays faisant l'objet de l'étude. À son étonnement, la FEBEG s'est montrée récalcitrante, mais l'invitation de la Febeliec reste toujours valable. Partager une vision de la réalité permet d'éviter des discussions ultérieures superflues.

L'orateur se félicite que le marché soit examiné de plus en plus souvent, mais les surcoûts sont ressentis de plus en plus comme un sérieux problème. L'application linéaire des surcoûts (obligations de service public) génère des prix intenable pour les consommateurs industriels.

À propos des aspects climatiques, l'orateur constate que soixante pour cent des livraisons faites en Belgique sont exonérées d'une contribution au fonds Kyoto. Dix pour cent seulement du courant est vert, ce qui signifie que la moitié de la production n'est pas couverte par des facteurs écologiques. Des certificats norvégiens ou suisses achetés à quelques 30 centimes d'euro contribuent probablement à réduire le prix d'un et demi ou de deux euros par megawatt-heure. Il serait bon de bannir ces pratiques.

M. Jan Herremans, directeur-général de la FEBEG, embraie pour mentionner que la question de l'orateur précédent visait à établir une comparaison sur la base des prix des entreprises qui sont membres de la FEBEG et qui ont des installations dans différents pays. Cette méthode aboutirait à l'exclusion d'un certain nombre d'entreprises et à la communication de prix: aucun de ces deux points n'est toutefois souhaitable et tout particulièrement le dernier pourrait entraîner une infraction à la législation en matière de concurrence.

En ce qui concerne la liaison des prix de l'électricité ou du gaz aux prix du pétrole, il est de notoriété qu'une grande partie des contrats d'achat de gaz sont liés aux prix du pétrole. Il s'agit en effet de contrats à long terme historiques et on peut supposer que les nouveaux contrats ne seront plus liés au prix du pétrole. Si un fournisseur d'énergie doit tenir compte des prix du pétrole eu égard à ses contrats d'achat et qu'il est décidé d'interdire cela pour déterminer le prix de vente, cela peut avoir des répercussions financières sérieuses, allant jusqu'à une vente déficitaire, ce qui est interdit par la loi.

M. Ivo Mechels, porte-parole de Test-Achats, regrette que l'association de consommateurs n'ait jamais pu

Reagerend op de uiteenzetting van de heer Jan Herremans en diens kritiek op *Frontier Economics*, herinnert de spreker aan zijn demarches bij FEBEG om te bespreken of de prijzen in de vier landen, die het voorwerp van de studie uitmaken, samen konden worden onderzocht. Tot zijn verbazing vertoonde FEBEG een weigerachtige houding, maar de uitnodiging van Febeliec staat nog steeds open. Door een visie over de realiteit te delen kunnen overbodige discussies achteraf worden vermeden.

De spreker is tevreden dat de markt steeds vaker wordt besproken, maar de meerkosten worden geleidelijk aan intenser als een probleem ervaren. Het lineair doortrekken van de meerkosten (openbare dienstverplichtingen) mondt uit in onhoudbare prijzen voor industriële verbruikers.

Wat het klimaataspect betreft, constateert de spreker dat zestig procent van de leveringen in België vrijgesteld zijn van een bijdrage tot het Kyotofonds. Slechts tien procent van de stroom is groen, wat impliceert dat de helft van de productie niet gedekt is door milieuvriendelijke factoren. Vermoedelijk dragen tegen zowat 30 eurocent opgekochte Noorse of Zwitserse certificaten bij tot de vermindering met anderhalve of twee euro per megawattuur. Het zou goed zijn om deze praktijken te bannen.

De heer Jan Herremans, directeur-generaal bij FEBEG, pikt in, om te vermelden dat de vraag van de vorige spreker erop was gericht om een vergelijking te maken op basis van de prijzen van die bedrijven, die lid zijn van FEBEG, en in verschillende landen vestigingen bezitten. Deze methode zou tot de uitsluiting van een aantal bedrijven leiden en tot de communicatie van prijzen: geen van beide is echter wenselijk en vooral het laatste zou aanleiding kunnen geven tot een overtreding van de mededingingswetgeving.

Wat de binding van de prijzen voor elektriciteit of gas raakt met de prijzen voor olie, is het genoegzaam bekend dat een groot deel van de aankoopcontracten voor gas gebonden zijn aan de prijzen voor aardolie. Het gaat immers om historisch gegroeide langetermijncontracten en men kan vermoeden dat de nieuwe contracten niet meer gekoppeld zullen zijn aan de olieprijs. Indien een energieleverancier gezien zijn aankoopcontracten rekening moet houden met de prijzen voor aardolie en beslist wordt dat hij dit niet meer mag doen voor de bepaling van zijn verkoopprijzen, kan dat ernstige financiële tweegbrengen – mogelijk tot verlieslatende verkoop, wat bij wet verboden is.

De heer Ivo Mechels, woordvoerder van Test-Aankoop, vindt het jammer dat de consumentenvereniging

prendre connaissance d'une étude de la FEB. En ce qui concerne l'explosion des frais de distribution, il convient de distinguer trois choses.

Tout d'abord, Test-Achats plaide pour la transparence des frais non gérables.

En deuxième lieu, la Belgique compte quarante-deux intercommunales gérant un réseau de distribution de gaz ou d'électricité, et ce, en Région wallonne, en Région de Bruxelles-Capitale et en Région flamande. En France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, par contre, ce nombre se situe entre deux et dix. Il y a quelque chose qui ne va pas en Belgique.

En troisième lieu, une uniformisation des tarifs est souhaitable. Les consommateurs paient un prix en fonction de leur domicile, et la différence peut se monter jusqu'à 250 euros à consommation égale. C'est là également un signe de dysfonctionnement.

Afin d'inciter le consommateur à la mobilité, Test-Achats suit les prix de l'énergie depuis 1998 et l'association publie chaque année un article sur le sujet, qui parfois expose la situation au-delà des frontières. Test-Achats a été pionnier en 2003 avec son module de calcul, qu'il a encore mis à la disposition de tous les consommateurs avant la VREG et ce, sans la moindre aide des pouvoirs publics. Le module de calcul de Test-Achats reçoit quelque 19 000 visites par mois, mais les consommateurs qui changent de fournisseur ne sont pas aussi nombreux.

L'orateur signale en outre qu'Electrabel n'impose pas d'indemnité de rupture aux Pays-Bas. Dans ce pays, la réalité juridique contraste fortement avec les arguments relatifs au marché national. Si *Eneco Holding BV* s'oppose effectivement à l'application de ce mécanisme, il se recommande de communiquer clairement à ce sujet.

En ce qui concerne les achats groupés, l'orateur se dit particulièrement enthousiasmé par la dynamique présente sur le marché, mais souligne qu'il faut être attentif aux plaintes des consommateurs, qui n'ont jamais été aussi nombreuses, du fait qu'ils sont confrontés à (plusieurs!) indemnités de rupture. Si les consommateurs ignorent qu'ils peuvent s'adresser au médiateur ou se tourner vers Test-Achats, ils paient effectivement deux indemnités de rupture: l'une pour le gaz et l'autre pour l'électricité, ce qui peut représenter une dépense de 150 euros. Il est essentiel de respecter un délai de préavis: "*pacta sunt servanda*". Un meilleur accompagnement du consommateur est souhaitable.

nooit een studie van het VBO heeft mogen ontvangen. Wat de explosie van de distributiekosten betreft, moeten drie zaken van elkaar worden onderscheiden.

Ten eerste pleit Test-Aankoop voor transparantie ten aanzien van de niet-beheersbare kosten.

Ten tweede telt België vierenvestig intercommunales, die een distributienet beheren van gas of elektriciteit, en dit in het Vlaams Gewest, in het Waalse Gewest, en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In Frankrijk, Nederland en het Verenigd Koninkrijk ligt dit aantal daarentegen tussen twee en tien. Er loopt iets verkeerd in België.

Ten derde is een uniformering van de tarieven wenselijk. De consumenten betalen een prijs naargelang van hun woonplaats met een verschil dat tot 250 euro kan oplopen bij eenzelfde verbruik. Ook dat is een teken dat het spaak loopt.

Om de consument tot mobiliteit aan te sporen volgt Test-Aankoop de energieprijzen sinds 1998 en publiceert de vereniging hierover jaarlijks een artikel, waarbij soms ook over de grenzen heen wordt gekeken. Test-Aankoop was in 2003 een baanbreker met de rekenmodule, die het nog voor de VREG ter beschikking van alle consumenten heeft gesteld en dit zonder enige steun van de overheid. Maandelijks telt de rekenmodule van Test-Aankoop zo'n 19 000 bezoekers, maar niet evenveel consumenten veranderen van leverancier.

Voorts signaleert de spreker dat Electrabel in Nederland geen verbrekingsvergoeding oplegt. De juridische realiteit ter plaatse staat in schril contrast met de argumentatie op de binnenlandse markt. Indien *Eneco Holding BV* zich daadwerkelijk tegen de toepassing van dit mechanisme verzet, verdient het aanbeveling om daarover een duidelijke communicatie te voeren.

Wat de groepsaankopen betreft, is de spreker bijzonder enthousiast over de dynamiek die in de markt wordt waargenomen, maar men moet toch wel aandacht opbrengen voor de klachten van de consumenten die nog nooit zo talrijk waren, omdat zij met verbrekingsvergoedingen (in het meervoud!) opgezaald zitten. Als de consumenten niet weten dat zij de ombudsman kunnen aanspreken of bij Test-Aankoop kunnen aankloppen, dan betalen zij inderdaad twee verbrekingsvergoedingen: een voor gas en een voor elektriciteit, wat een uitgave van 150 euro kan betekenen. Het respecteren van een opzegtermijn is wel essentieel: "*pacta sunt servanda*". Een betere begeleiding van de consument is wenselijk.

M. Christophe Degrez, président du conseil d'administration d'Eneco Holding BV, répond que l'entreprise qu'il représente ne facture pas d'indemnité de rupture. Cela peut éventuellement être stipulé dans les conditions générales.

M. Bert Wollants (N-VA) n'est pas convaincu par la réponse donnée par M. Guido Camps concernant la situation en Espagne, quand il fait observer qu'il s'agit de producteurs et non de fournisseurs. Dans une période précédant la libéralisation du marché, ces deux qualités se confondent en effet.

À l'intention de M. Christophe Degrez, le membre indique que si les prix du gaz sont effectivement en hausse, parfois jusqu'à 20 %, les marges ne sont en revanche que de 1 à 2 %. La commission doit dès lors rester attentive à cette problématique.

*
* *

Le rapporteur,

Bert
WOLLANTS

La présidente,

Liesbeth
VAN DER AUWERA

De heer Christophe Degrez, bestuursvoorzitter bij Eneco Holding BV, repliceert dat het bedrijf dat hij vertegenwoordigt geen verbrekingsvergoeding aanrekent. Dit kan eventueel in de algemene voorwaarden worden gestipuleerd.

De heer Bert Wollants (N-VA) is niet overtuigd door het antwoord van de heer Guido Camps met betrekking tot de situatie in Spanje, wanneer hij inroept dat het om producenten gaat en niet om leveranciers. In een periode die aan de vrijmaking van de markt voorafgaat, vallen die twee hoedanigheden namelijk samen.

Ter attentie van de heer Christophe Degrez voert het lid aan dat de prijzen voor gas wel omhooggaan, soms met twintig procent, terwijl de marges slechts 1 à 2 procent bedragen. Deze problematiek moet bijgevolg onder de aandacht blijven van de commissie.

*
* *

De rapporteur,

Bert
WOLLANTS

De voorzitter,

Liesbeth
VAN DER AUWERA